

FINANCE CLIMAT ET MARCHÉS DU CARBONE

L'Algérie prépare de nouvelles sources de financement

La transition énergétique représente pour l'Algérie bien plus qu'un impératif climatique. Elle constitue une opportunité de mobilisation de capitaux, de développement industriel et de création de nouvelles chaînes de valeur. C'est le constat mis en avant, hier en marge du NAPEC 2026, par Amel Mares, ingénieure en études et statistiques chez Sonatrach, lors d'une intervention consacrée au rôle de la finance climat, des marchés du carbone et de l'innovation dans l'accélération des solutions bas-carbone. P 3

● **Clôture du NAPEC 2026 à Oran : Une édition couronnée de «succès»**



CONNECTIVITÉ DES HYDROCARBURES

Le Groupe Télécom Algérie mobilise ses filiales

Le Groupe Télécom Algérie a organisé hier un workshop B2B consacré aux solutions offertes par ses filiales, notamment Algérie Télécom, ATM Mobilis, Algérie Télécom Satellite et Algérie Télécom Europe.

P 2

SOUVERAINETÉ, RAFFINAGE ET CAPITAL HUMAIN

Le plan de l'APPO pour réinventer l'énergie africaine

Face aux contraintes de la transition énergétique et aux déséquilibres persistants des partenariats dans les hydrocarbures, l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) veut renforcer la maîtrise du continent sur ses ressources et ses chaînes de valeur. Pour y parvenir, son secrétaire général, Farid Ghezali, défend une approche fondée sur quatre piliers : la souveraineté énergétique, le financement africain, le raffinage et la valorisation du capital humain.

P 5

VANDALISME ET VOLS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET GAZIERS Des pertes estimées à 819 millions de dinars

Le réseau électrique et gazier national fait face à une pression croissante liée aux actes de vandalisme et aux vols d'équipements. Au total, 1 535 infractions visant des câbles et différents équipements ont été recensées, occasionnant un préjudice estimé à 819 millions de dinars pour Sonelgaz. Ces actes représentent un coût financier important pour l'opérateur et peuvent également perturber la continuité et la qualité du service public.

P 5

BANQUE MONDIALE

L'économie algérienne entre résilience et défi de l'IA P 2

SOMMET PAYS NORDIQUES-AFRIQUE

L'Algérie, invitée d'honneur spéciale de la 15e édition P 5

AEP À BATNA

28 réservoirs totalisant une capacité de 22.000 m3 lancés en travaux P 6

CONNECTIVITÉ DES HYDROCARBURES

Le Groupe Télécom Algérie mobilise ses filiales

Le Groupe Télécom Algérie a organisé hier un workshop B2B consacré aux solutions offertes par ses filiales, notamment Algérie Télécom, ATM Mobilis, Algérie Télécom Satellite et Algérie Télécom Europe. Une rencontre qui a réuni un large public, la salle étant comble, autour des enjeux de connectivité du secteur des hydrocarbures. Les intervenants et les représentants des filiales ont présenté les différentes solutions permettant de relier les sites éloignés des hydrocarbures, depuis l'exploration jusqu'à l'exploitation. Ont été exposés les services fixes, satellitaires, maritimes et sous-marins, ainsi que les solutions mobiles et fixe. Objectif : démontrer la capacité du groupe, à travers ses filiales, à couvrir des environnements complexes et exigeants. À l'issue des présentations, le président directeur Général du Groupe Télécom Algérie, Ahmed Hicham ANDALOUSSI, a salué les avancées réalisées. « À travers notre histoire, nous avons su nous moderniser. Comme vous avez pu le voir, nos solutions n'ont plus rien à envier aux plus grands géants mondiaux des télécommunications. Nous pouvons fournir tous les services que l'on trouve dans les pays occidentaux les plus développés. C'est une véritable fierté pour notre pays », a-t-il déclaré. Il a également invité les chefs d'entreprise et les journalistes présents à relayer « cette nouvelle image de modernité des télécommunications », afin de soutenir l'écosystème économique et la dynamique de croissance. « Nous devons tous participer, main dans la main, à la réussite de notre pays. L'Algérie restera toujours la porte de l'Afrique et un point d'ancrage entre le continent africain et le reste du monde », a-t-il ajouté. Le responsable a conclu en remerciant les équipes du groupe et en félicitant les intervenants, avant de laisser la parole à l'assistance pour des questions. Cette rencontre confirme la volonté du Groupe Télécom Algérie de se positionner comme un acteur clé au service des secteurs stratégiques, notamment celui des hydrocarbures, et de promouvoir une image renouvelée des télécommunications nationales.

Synthèse Z R.

CLÔTURE DU NAPEC 2026 À ORAN

Une édition couronnée de «succès»

La 14^e édition du Salon et Conférence de l'Énergie et de l'Hydrogène pour l'Afrique et le Bassin Méditerranéen (NAPEC), qui s'est déroulée du 5 au 7 octobre 2026, s'est clôturée, hier, au Centre des Conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, marquant un succès retentissant à tous les niveaux.

Par Zahir R.

Pendant trois jours, l'événement s'est affirmé comme la plateforme internationale incontournable de business, d'investissement, de networking et de dialogue stratégique. S'exprimant à l'issue du salon, le président du NAPEC, Djaafar Yacini, a fait part d'un « très haut niveau de satisfaction concernant l'organisation, la qualité des rencontres, le contenu des conférences, le niveau des intervenants et les opportunités générées ».

Cette édition a « franchi des seuils historiques » en enregistrant des chiffres records, dira l'organisateur. Les chiffres à l'appui : 511 entreprises exposantes venues présenter leurs solutions et technologies, 240 intervenants experts mobilisés lors des sessions de conférences et 25 717 participants au total ayant parcouru les allées et assisté aux débats durant ces trois journées.

Des thématiques au cœur des enjeux mondiaux

La qualité et la pertinence du contenu ont une nouvelle fois constitué la marque de fabrique du NAPEC. Les conférences ont abordé l'ensemble de la chaîne de valeur, des hydrocarbures à l'énergie, en passant par l'hydrogène vert, en se positionnant au cœur des enjeux stratégiques actuels et futurs du secteur énergétique mondial. Pour Yacini Djafer, la réussite et l'essor continu du rendez-vous oranais reposent sur des atouts structurels solides : « La croissance du NAPEC est directement liée au potentiel considérable et aux nombreuses opportunités qu'offrent l'Algérie et l'Afrique. Ce potentiel est porté par la richesse de nos ressources énergétiques, l'expertise industrielle locale et la position stratégique de l'Algérie, au carrefour de l'Afrique, de la Méditerranée et de l'Europe ».

C'est précisément l'alliance entre ressources naturelles, opportunités d'investissement, innovations technologiques et partenariats internationaux qui explique l'attractivité grandissante du marché algérien auprès des géants mondiaux du secteur. En conclusion de son intervention, le président du NAPEC a exprimé sa gratitude envers l'ensemble des acteurs ayant contribué au succès de cette édition : le gouvernement algérien, le ministère des Hydrocarbures, le ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, la wilaya d'Oran, le groupe Sonatrach et ses filiales (Naftal, ARH), ainsi que les sponsors, partenaires, exposants, délégations étrangères et professionnels de la presse. Saluant une « réussite collective qui appartient à toutes celles et ceux qui ont apporté leur confiance et leur engagement », M. Djafer a donné rendez-vous à la communauté énergétique internationale pour la prochaine édition.

ENERGIE

Le ministre Adjal insiste sur l'accélération de l'exécution des projets

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, mardi, une réunion de travail du comité de coordination du secteur, consacrée au suivi et à l'examen de plusieurs dossiers et programmes prioritaires, notamment ceux liés à la production, au transport et aux projets structurants,

ainsi qu'à l'accélération du rythme d'exécution des projets et au renforcement de la sécurité et de la stabilité de l'approvisionnement en énergie, a indiqué un communiqué du ministère. Cette réunion, qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence de cadres et de responsables des entreprises et organismes

concernés, a été l'occasion de présenter des exposés sur les différents dossiers inscrits à l'ordre du jour afin d'en examiner l'état d'avancement, ainsi que les mesures devant être prises pour garantir la mise en œuvre des programmes et projets arrêtés, précise le communiqué. La rencontre a permis de passer en

revue le plan d'action relatif à la production pour la période 2027-2035, le plan d'affaires de la société General Electric Algeria Turbines (GEAT), le plan d'action de transport s'inscrivant dans le schéma d'investissement pour l'année 2027, ainsi que les projets structurants.

R E.

BANQUE MONDIALE

L'économie algérienne entre résilience et défi de l'IA

Dans son dernier rapport d'octobre 2026 consacré à la région MENAAP, la Banque mondiale met en évidence la résilience de l'économie algérienne dans un environnement régional marqué par de fortes incertitudes. Soutenue par ses recettes énergétiques et relativement préservée des perturbations géopolitiques directes, l'Algérie maintient une dynamique de croissance favorable. Le rapport met également en lumière un nouveau chantier stratégique pour le pays : accélérer la transformation numérique et renforcer les compétences liées à l'intelligence artificielle.

Portée notamment par la dynamique des hydrocarbures, l'économie algérienne confirme sa trajectoire de croissance. Selon la Banque mondiale, le PIB réel devrait progresser de 3,8 % en 2025, avant de s'établir à 3,7 % en 2026 et 3,4 % en 2027. Ramenée à l'habitant, la croissance devrait atteindre 2,4 % en 2026, tandis que le PIB réel par habitant devrait rester supérieur à son niveau de 2019. À la différence de plusieurs économies de la région directement exposées aux perturbations régionales, l'Al-

gérie demeure relativement préservée des chocs logistiques directs. Le maintien de prix élevés sur les marchés pétroliers et gaziers apporte ainsi un soutien aux recettes publiques et aux exportations. La Banque mondiale anticipe toutefois un ralentissement progressif de la demande intérieure et des investissements, dans un contexte où la politique budgétaire devrait devenir moins expansionniste. Le déficit budgétaire devrait atteindre 11,1 % du PIB en 2026, puis 12,5 % en 2027. Le solde courant resterait également sous pression, avec un déficit prévisionnel de 2,9 % du PIB en 2026. Par ailleurs, la dépendance aux importations de céréales, estimée à près de 70 %, souligne l'importance de poursuivre les efforts engagés en matière de production agricole et de sécurité alimentaire. Le rapport relève également le poids important des subventions explicites aux combustibles fossiles, estimées à près de 10 % du PIB en 2024.

Le rapport consacre également une place importante à la transformation technologique. Intitulé « From Divide to Opportunity: AI, Jobs, and Growth », il souligne le

rôle croissant de l'intelligence artificielle dans la productivité, l'emploi et la croissance. L'Algérie a déjà formellement adopté une stratégie nationale dédiée à l'IA, ce qui constitue une base importante pour accompagner cette mutation. Le pays dispose aussi d'un niveau de maturité GovTech estimé entre 0,65 et 0,70, proche de la moyenne de son groupe de revenus. Des marges de progression subsistent toutefois dans le développement du capital humain, l'innovation et l'écosystème technologique. Le potentiel apparaît notamment dans le développement des compétences et des entreprises spécialisées. La Banque mondiale recense 46 entreprises actives dans l'IA en Algérie en juillet 2026. La part des talents en ingénierie de l'IA parmi les membres algériens de LinkedIn est passée d'environ 0,12 % en 2016 à près de 0,17 % en 2025. En parallèle, les diplômés des filières TIC représentaient 5 % des diplômés de l'enseignement supérieur en 2024, auxquels s'ajoutaient 26 % issus des disciplines scientifiques et technologiques hors TIC.

Synthèse S. R.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

FINANCE CLIMAT ET MARCHÉS DU CARBONE

L'Algérie prépare de nouvelles sources de financement

La transition énergétique représente pour l'Algérie bien plus qu'un impératif climatique. Elle constitue une opportunité de mobilisation de capitaux, de développement industriel et de création de nouvelles chaînes de valeur.

De notre envoyé spécial à Oran Zahir R.

C'est le constat mis en avant, hier en marge du NAPEC 2026, par Amel Mares, ingénieure en études et statistiques chez Sonatrach, lors d'une intervention consacrée au rôle de la finance climat, des marchés du carbone et de l'innovation dans l'accélération des solutions bas-carbone.

En effet, l'enjeu consiste désormais à transformer les ambitions climatiques en projets susceptibles d'attirer les investissements et de générer de la valeur économique. Pour l'intervenante, la finance climat, les marchés du carbone et les crédits carbone doivent ainsi être considérés comme des instruments permettant de réduire les risques, de rendre les projets bancables et de mobiliser davantage de capitaux privés.

Constituer un portefeuille de projets bancables

Amel Mares souligne que l'un des principaux défis réside dans la préparation des projets. «Les investisseurs ne financent pas des intentions ; ils financent des projets dotés d'un modèle économique clair, d'une réglementation prévisible, de données crédibles et de flux de revenus visibles », a-t-elle insisté, appelant à la constitution rapide d'un portefeuille national de projets prêts à l'investissement (investment-ready pipeline). L'objectif doit donc être de constituer un véritable portefeuille de projets prêts à l'investissement, plutôt qu'une simple liste d'initiatives. Cette préparation constitue, selon elle, le lien indispensable entre les priorités climatiques et la mobilisation effective des financements.

La finance climat peut, dans ce cadre, jouer un rôle de catalyseur. L'assistance technique permet de transformer une idée en projet bancable, tandis que la finance concessionnelle et les mécanismes de financement mixte peuvent contribuer à réduire les risques liés aux technologies émergentes et à attirer les investisseurs privés.

L'autre levier identifié concerne les marchés

du carbone. Ceux-ci permettent de donner une valeur économique aux réductions d'émissions et peuvent contribuer au financement de projets verts ou à faibles émissions.

Dans ce domaine, l'Article 6 de l'Accord de Paris constitue, selon Amel Mares, une opportunité de coopération internationale pour les économies en développement. Pour l'Algérie, cette perspective revêt une importance particulière puisque sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) prévoit le recours à des approches de coopération volontaire au titre de cet article afin de contribuer au financement de ses engagements climatiques.

L'Algérie dispose d'atouts importants

En matière de transition énergétique, l'Algérie dispose de plusieurs atouts, notamment ses ressources énergétiques, son potentiel solaire, ses infrastructures et ses capacités industrielles. Pour Amel Mares, l'enjeu stratégique consiste surtout à transformer ces atouts en davantage de valeur économique. Cela passe notamment par une meilleure connexion entre les énergies renouvelables et les chaînes de valeur industrielles, entre la décarbonation et la compétitivité, ainsi qu'entre les projets de transition et les sources de financement.

Le pays s'est fixé un objectif de 15 GW de capacités d'énergies renouvelables à l'horizon 2035, avec une place prépondérante accordée au solaire photovoltaïque. Parallèlement, des efforts sont engagés dans l'efficacité énergétique, la mobilité propre, la modernisation industrielle, ainsi que dans la réduction des émissions de méthane et du torchage.

Un marché national volontaire du carbone

Parmi les initiatives citées figure le lancement d'un marché national volontaire du carbone, dans le cadre d'un programme mené en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement

(PNUD) et le Fonds pour l'environnement mondial.

Amel Mares a également évoqué un protocole signé par Sonatrach avec la Direction générale des forêts portant sur plusieurs centaines de milliers d'hectares en vue de générer des crédits carbone. Un projet pilote portant sur 420 millions d'arbres est également prévu pour cette période. Dans le secteur des hydrocarbures, des efforts sont parallèlement déployés pour réduire les émissions polluantes, notamment le torchage du gaz, ainsi que pour établir l'empreinte carbone des produits exportés, en particulier ceux destinés au marché européen.

La CDN constitue, selon l'intervenante, un élément central pour transformer les ambitions climatiques en architecture d'investissement. La CDN actuelle prévoit une réduction inconditionnelle de 4 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2035 par rapport à un scénario de référence. Avec un soutien international additionnel adéquat, cette ambition pourrait atteindre 31 %.

Pour accompagner cette trajectoire, l'Algérie estime ses besoins de financement à environ 25 milliards de dollars sur la période 2026-2035. Selon la répartition présentée par Amel Mares, 19,84 milliards de dollars seraient associés aux énergies renouvelables et à la décarbonation de l'électricité, 7,9 milliards de dollars à l'efficacité énergétique dans le secteur résidentiel et 3,7 milliards de dollars aux transports.

Ces montants traduisent, selon elle, des besoins d'investissement dans des secteurs économiques concrets et non de simples objectifs climatiques. L'enjeu pour les prochaines années sera ainsi de passer de l'ambition à l'exécution, à travers le renforcement de la gouvernance, des systèmes MRV, la préparation des projets, la réduction des risques et la mobilisation des capitaux. En conclusion, la vision portée par Sonatrach et exposée lors de cette intervention positionne la transition énergétique non pas comme une contrainte environnementale, mais comme le levier d'une nouvelle souveraineté industrielle.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Plaidoyer pour un modèle intégré

Par Z R.

Face aux défis mondiaux de la décarbonation, l'Algérie amorce une mutation profonde de son modèle énergétique. Quittant son statut d'exportateur traditionnel, le pays s'oriente vers un système plus connecté et résilient, capitalisant sur ses infrastructures existantes, ses pipelines et son projet majeur de couloir d'hydrogène (South2 Corridor).

En marge du Salon NAPEC 2026, Fariza Ferradji, Project Manager BDM au sein du groupe Sonatrach, a réaffirmé l'ambition stratégique de l'Algérie de s'imposer comme le pont énergétique incontournable entre l'Afrique du Nord et l'Europe.

Pour elle, l'Afrique ne doit pas être confrontée à un dilemme binaire entre énergies fossiles et renouvelables. L'enjeu majeur ne réside pas dans le choix exclusif entre le gaz naturel et l'hydrogène vert, mais dans la capacité à orchestrer leur complémentarité.

Trois grands axes fondamentaux se dégagent de son analyse : tout d'abord, l'absence de compromis strict, où le gaz naturel et l'hydrogène vert sont perçus non comme des alternatives opposées, mais comme deux piliers complémentaires d'une même feuille de route stratégique ; ensuite, le rôle pivot de la connectivité, qui démontre que c'est l'efficacité du réseau d'infrastructures et des capacités d'acheminement qui transforme le potentiel brut des ressources en opportunités économiques concrètes ; enfin, une vision globale et intégrée, exigeant que le gaz, les énergies renouvelables, l'hydrogène, les partenariats industriels et le cadre réglementaire soient abordés comme les composants indissociables et interconnectés d'un seul et même écosystème énergétique.

Si la vision est claire, sa concrétisation industrielle nécessitera des investissements massifs et des coopérations internationales solides. L'objectif immédiat est de baisser les coûts de production de l'hydrogène vert pour le rendre compétitif sur les marchés mondiaux.

Comme l'a conclu la responsable de Sonatrach, le véritable défi n'est plus seulement de posséder des ressources, mais de savoir construire les ponts stratégiques, technologiques et financiers qui permettront de connecter l'offre africaine à la demande européenne.

NAPEC

Eloge international sur l'importance d'un rendez-vous économique majeur

Les activités de la 14^e édition du Salon et Congrès africain et méditerranéen de l'énergie et de l'hydrogène "NAPEC-2026", qui se poursuivent mardi au Centre des conventions Mohamed Benahmed d'Oran, se distinguent par de nombreux éloges exprimés par les exposants et les experts quant à l'importance de ce rendez-vous économique majeur.

Plusieurs participants ont souligné, dans des déclarations à l'APS, que cette manifestation constitue un "espace central" réunissant différents acteurs et opérateurs de l'industrie énergétique de nombreux pays. Ils ont, en outre, estimé que cette manifestation permet notamment de présenter des solutions et des innovations technologiques, de faire connaître les capacités industrielles disponibles, ainsi que de renforcer les partenariats dans les domaines des hydrocarbures, des énergies renouvelables,

des technologies de l'hydrogène et des équipements destinés aux champs et aux installations pétrolières.

La présence internationale au "NAPEC" apparaît comme un indicateur fort de la position stratégique dont bénéficie l'Algérie en tant que destination fiable et attractive pour les investissements et les partenariats industriels.

Dans ce contexte, des exposants algériens ont souligné l'importance de cette édition, qui permet un contact direct avec les fabricants étrangers, soulignant que le salon constitue une occasion d'examiner les possibilités de conclure des accords de coopération et des partenariats prometteurs dans le secteur énergétique.

De son côté, John Lin, directeur marketing du groupe chinois "TGV Valve", spécialisé dans la fabrication de vannes industrielles, a indiqué que la participation de l'entre-

prise au "NAPEC-2026" représente une "étape importante pour se rapprocher des grandes entreprises énergétiques en Algérie", soulignant l'intérêt du groupe pour la mise en place de partenariats dans les domaines de l'équipement et de la maintenance.

Huang Huasheng, ingénieur commercial international au sein de la société chinoise "Debemou" spécialisée dans les technologies des pompes, a également relevé que "le marché algérien est considéré comme l'un des marchés les plus dynamiques et à la croissance la plus rapide dans le secteur de l'énergie en Afrique et en Méditerranée". Il a ajouté que la participation de l'entreprise vise à présenter des technologies modernes destinées aux systèmes de pompage et au traitement des hydrocarbures, précisant que la société souhaite explorer les opportunités de coopération

avec les acteurs algériens.

Par ailleurs, le salon connaît une large participation européenne. Le pavillon italien, qui participe pour la première fois de manière collective, a suscité l'intérêt des visiteurs grâce à la présence de 13 entreprises, dans le but de développer leurs activités sur le marché national dans les domaines de la transition énergétique et des services industriels.

De leur côté, les représentants d'entreprises spécialisées dans les équipements de forage et les pièces de rechange destinés aux champs pétroliers ont également salué la qualité des échanges professionnels, soulignant que le salon offre une plateforme directe pour communiquer avec les équipes d'ingénierie et de maintenance sur le terrain des compagnies pétrolières afin d'examiner les possibilités de coopération.

R E.

FIRST GLOBAL CHALLENGE 2026 EN CORÉE DU SUD
Samsung Electronics Algérie et Altis Training Center accompagnent les jeunes talents algériens

L'équipe algérienne s'apprête à porter les couleurs nationales lors de cette compétition internationale dédiée à la robotique, à l'innovation et aux STEM, sous le haut patronage du Ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises. Samsung Electronics Algérie, en partenariat avec Altis Training Center, accompagne l'équipe algérienne qui participera au FIRST Global Challenge 2026, organisé à Incheon, en Corée du Sud, du 7 au 12 octobre 2026. Cette participation, réunit cinq lycéens algériens, accompagnés d'un coach et d'un mentor, autour d'une expérience internationale consacrée à la robotique, à l'innovation et aux sciences et technologies. Avant leur départ pour la Corée du Sud, l'équipe algérienne a eu l'honneur d'être reçue par S.E M. Min Kyung-tae, Ambassadeur de la Corée en Algérie, qui a exprimé ses encouragements pour cette belle représentation de la jeunesse algérienne sur la scène internationale. À travers cette initiative, Samsung Electronics Algérie souhaite avant tout mettre en lumière le potentiel, la créativité et l'ambition de la jeunesse algérienne, en lui donnant l'opportunité de représenter l'Algérie sur une scène internationale dédiée à l'innovation. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de contribuer au développement des compétences STEM et d'encourager une nouvelle génération à explorer les technologies qui façonneront les métiers et les solutions de demain. Le FIRST Global Challenge rassemble des jeunes de plus de 190 pays du monde autour de défis de robotique conçus pour mobiliser leurs connaissances scientifiques et technologiques, mais également leur créativité, leur capacité à collaborer et à imaginer des solutions face aux enjeux contemporains. Pour l'équipe algérienne, cette participation constitue bien plus qu'une compétition : elle représente une occasion de confronter ses compétences à un environnement international, d'échanger avec d'autres jeunes talents et de porter le savoir-faire et l'ambition de la jeunesse algérienne au-delà des frontières.

R E.

Le continent africain se dote de sa propre Agence de notation de crédit

Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), organe de l'Union africaine chargé de la gouvernance, et ses partenaires procéderont, mercredi, au lancement officiel de l'Agence africaine de notation de crédit (AfCRA) à Port Louis (Ile Maurice), a annoncé l'Union africaine, notant que cette agence permet de proposer des évaluations financières fondées sur les données et les réalités économiques africaines. Cette agence a pour objectif de fournir des notations indépendantes des Etats et entreprises africaines, de renforcer la transparence des marchés financiers et de réduire les asymétries de données, afin de contribuer à une meilleure prise de décision en matière d'investissement

et de renforcer la place de l'Afrique dans la gouvernance financière mondiale, indique l'UA sur son site web. Pour de nombreux experts, cette agence de notation continentale aura un rôle "déterminant" sur les plans économique et financier de l'Afrique, relevant que cette entité adoptera son propre système d'évaluation des économies africaines, permettant, ainsi, de s'affranchir des agences privées dominantes, souvent critiquées pour leur partialité. Pour les gouvernements africains, AfCRA devrait contribuer à des conditions d'emprunt plus équitables et à un meilleur accès aux capitaux, tandis qu'elle offrira aux investisseurs des analyses du risque adaptées au contexte afri-

cain L'Agence ambitionne par ailleurs un financement plus durable pour les projets publics. Le lancement de l'AfCRA intervient dans un contexte marqué par l'augmentation du service de la dette extérieure du continent, passé de 61 milliards de dollars en 2010 à 163 milliards de dollars en 2024, avec des paiements d'intérêts dépassant parfois les dépenses publiques consacrées à la santé ou à l'éducation, précise l'UA, L'Agence entend, dans ce contexte, contribuer à réduire les coûts de financement en renforçant la confiance des investisseurs et la transparence des marchés africains, ajoute la

APS

AAPI

Rekkache préside une réunion sur le renforcement du suivi des projets

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a présidé, mardi par visioconférence, une réunion avec les directeurs des guichets uniques décentralisés, consacrée à

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE Le ministre reçoit des députés de l'APN de la wilaya de M'sila

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, mardi au siège du ministère, des députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) de la circonscription électorale de la wilaya de M'sila, pour examiner les préoccupations liées à l'investissement dans le secteur, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, à laquelle ont pris part Faïd Soufiane, président du groupe parlementaire du Rassemblement national démocratique (RND), Laouidji Abdellah, député du même parti, Benssaadi Abdelghani, du Front de libération nationale (FLN), et Seraiche Rabah, député du Mouvement El-Bina, le ministre a souligné "l'attachement du secteur à appuyer les investissements à valeur ajoutée et à accompagner l'ensemble des opérateurs économiques, conformément aux orientations de l'Etat visant à développer une industrie pharmaceutique locale et à renforcer la souveraineté sanitaire", selon la même source. Les députés ont proposé d'appuyer et de développer l'activité pharmaceutique dans la wilaya, à travers l'accompagnement des investisseurs du secteur privé et leur encouragement à mettre en place des unités de production de médicaments et de fournitures médicales dans la wilaya, pour appuyer la production locale et créer des opportunités d'emplois, conclut le communiqué.

l'examen des mécanismes de renforcement du suivi de terrain des projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence, dans l'objectif de disposer d'une vision précise sur leur situation et leur état de concrétisation sur le terrain. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'orientation de l'Agence vers l'adoption d'un suivi de terrain plus efficace, fondé sur des données actualisées et fiables, permettant de s'enquérir du niveau d'avancement des projets, de la concrétisation des investissements, de l'acquisition et de l'installation des équipements, de la création de postes d'emploi, ainsi que de l'état de préparation des projets et de leur entrée en exploitation, précise un communiqué de l'Agence. Il a également été question, lors de cette réunion, de l'examen de l'élaboration d'une méthodologie unifiée de suivi de terrain reposant sur l'inspection effective des projets et la documentation de leur état, ce qui permettra de déterminer avec précision le devenir de chaque projet et de faire la distinction entre les projets exploités, les projets en cours de réalisation, les projets à l'arrêt et les projets n'ayant pas encore entamé leurs activités, ajoute le communiqué.

Cette approche vise à enrichir la base de données de l'Agence par des données de terrain actualisées, garantissant une vision plus réaliste du volume des investissements concrétisés, de leurs taux d'avancement et des emplois générés, tout en contribuant à l'amélioration de la qualité de l'accompagnement, à l'identification des entraves rencontrées par les investisseurs et à leur traitement en coordination avec les secteurs et instances concernés. M. Rekkache a souligné, dans ce sens, que ce suivi s'inscrit dans le cadre des missions de l'Agence en matière d'accompagnement des investisseurs, de suivi de près de l'état des projets et d'accompagnement des investisseurs dans la concrétisation de leurs engagements d'investissement. Cette démarche traduit également le souci de l'Agence d'opérer une transition d'un suivi reposant essentiellement sur des données déclaratives vers un suivi de terrain reflétant avec plus d'exactitude la réalité des projets d'investissement et leur concrétisation effective sur le terrain, conclut la même source.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 06 أكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 06 Octobre 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كغ		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	98	105	91	البطاطا
	Tomate	138	153	122	الطماطم
	Oignon sec	78	85	71	البصل الجاف
	Ail sec	840	914	766	الثوم الجاف
	Carotte	133	144	121	الجزر
	Navet	148	160	136	اللفت
	Poivron	149	161	136	الفلفل الاخضر
	Piment	161	176	145	الفلفل الحار
	Courgette	167	180	153	الكوسة
	Haricot vert	282	308	256	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	171	185	156	الخس
Fruits frais	Pomme locale	426	528	324	التفاح المحلي
	Datte	487	594	379	التمر
	Raisin	307	363	250	العنب
	Melon	117	127	106	البطيخ الاصفر
	Pastèque	93	102	84	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2206	2318	2094	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	510	524	496	الدجاج
	Œufs (Unité)	23	24	22	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	93	99	87	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	NC	0,00	0,81	-0,39	7,57	7,32	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,12	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,07	7,56	7,64	21797	30 515 800,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	-4,14	-5,89	6,33	7,23	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 000,00	2000,00	0,00	-1,16	-8,40	8,29	6,75	3460	6 920 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,74	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	0,00	1,72	1,19	6,12	0	0,00

SOUVERAINETÉ, RAFFINAGE ET CAPITAL HUMAIN

Le plan de l’APPO pour réinventer l’énergie africaine

Face aux contraintes de la transition énergétique et aux déséquilibres persistants des partenariats dans les hydrocarbures, l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) veut renforcer la maîtrise du continent sur ses ressources et ses chaînes de valeur. Pour y parvenir, son secrétaire général, Farid Ghezali, défend une approche fondée sur quatre piliers : la souveraineté énergétique, le financement africain, le raffinage et la valorisation du capital humain.

Par Selma R.

La transition énergétique s'impose d'abord comme l'un des principaux enjeux de cette stratégie. L'APPO plaide pour une approche qui concilie les impératifs environnementaux avec les besoins de développement et de souveraineté du continent. Invité de l'émission « L'invité du jour » de la « Chaîne III » de la Radio nationale, Farid Ghezali a rappelé que l'Afrique contribue à moins de 5 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Il estime, en conséquence, que les politiques climatiques doivent tenir compte des besoins du continent en matière d'électrification, d'infrastructures, d'agriculture, d'écoles et d'hôpitaux. « Nous ne pouvons pas accepter une transition énergétique qui nous est imposée de l'extérieur », a-t-il souligné, appelant à produire les ressources de manière « efficace et intelligente », dans le respect des exigences environnementales. Dans le même esprit, l'APPO entend rééquilibrer les partenariats avec les investisseurs étrangers. Selon Ghezali, ceux-ci doivent favoriser le transfert de technologies, la formation et la recherche, plutôt que de se limiter à l'extraction et au rendement financier. « Nous voulons des partenariats qui permettent à l'Afrique de créer de la valeur, de maîtriser la technologie et de former ses propres compétences. Il faut que le partenariat soit réellement gagnant-gagnant », a-t-il expliqué. Pour atteindre cet objectif, l'organisation travaille à l'harmonisation des cadres réglementaires et fiscaux de ses 18 pays membres, afin de renforcer la position des États producteurs et de réaffirmer que « l'investisseur n'est pas le décideur ».

Le raffinage constitue un autre axe prioritaire. L'Afrique produit entre 7 et 8 millions de barils par jour, mais n'en raffine qu'environ 30 %, ce qui l'expose aux importations de produits raffinés et aux tensions des marchés internationaux. « Nous produisons notre pétrole, mais nous continuons à importer une grande partie des produits raffinés. C'est une vulnérabilité que nous devons corriger en développant des raffineries sur le continent », a relevé le secrétaire général de l'APPO. L'organisation préconise donc la création de raffineries régionales pour renforcer la sécurité énergétique. Dans ce domaine, l'Algérie constitue, selon Ghezali, une référence grâce à des capacités de raffinage qui couvrent les besoins du marché national. Son expertise est par ailleurs mobilisée dans la formation des cadres africains, notamment à travers l'IAP et l'INH. La réussite de ces projets suppose toutefois des moyens financiers adaptés, et le financement représente à ce titre un maillon essentiel. La future Banque africaine de l'énergie, développée avec Afreximbank, doit disposer d'un capital initial de 500 millions de dollars, avec une capacité de mobilisation pouvant atteindre 5 milliards de dollars. Elle devrait financer, dès 2027, des projets dans les infrastructures gazières, le stockage, les réseaux électriques et le raffinage. « Nous devons disposer de nos propres instruments de financement pour accompagner les projets énergétiques africains et ne pas dépendre exclusivement des financements extérieurs », a souligné Farid Ghezali. Parallèlement, l'APPO mise sur le contenu local et sur les compétences. Une plateforme continentale d'appels d'offres doit faciliter l'accès des entreprises africaines aux marchés énergétiques, avec pour objectif de porter l'intégration du contenu local à 50 % d'ici 2030. De son côté, une plateforme des instituts de formation doit aboutir à un catalogue continental des qualifications d'ici janvier 2027, tandis que la mise en réseau des chercheurs et des ingénieurs doit soutenir les projets de recherche et développement. À travers ces initiatives, l'APPO entend renforcer son rôle dans l'intégration énergétique et industrielle du continent. L'intérêt manifesté par la Tunisie, la Mauritanie et la Tanzanie pourrait d'ailleurs contribuer à élargir cette dynamique à de nouveaux membres.

La protection du patrimoine énergétique doit donc reposer sur une responsabilité partagée, associant la vigilance des citoyens aux mesures de protection mises en place autour des infrastructures. Cette responsabilité s'inscrit par ailleurs dans une phase d'accélération de la transformation du système énergétique national. L'Algérie prévoit de développer 15 000 MW d'énergies renouvelables à l'horizon 2035, dont une première tranche de 3 200 MW photovoltaïques. Plusieurs centrales sont déjà opérationnelles ou en phase de test, tandis que le programme d'électrification des zones isolées prévoit l'équipement de 2 500 habitations en kits solaires autonomes. Cette montée en puissance des capacités de production et de distribution renforce mécaniquement les exigences en matière de protection des infrastructures et de préservation des équipements. Pour le secteur, la lutte contre le vandalisme et les vols ne relève donc pas uniquement de la sécurité des réseaux. Elle constitue également un enjeu de préservation des investissements, de maîtrise des coûts et d'accompagnement du développement des nouvelles capacités énergétiques.

placement qui mobilisent des moyens humains et matériels et génèrent des dépenses supplémentaires. Cette multiplication des actes intervient alors que d'importants investissements sont engagés pour renforcer et moderniser les réseaux électriques et gaziers. La préservation des infrastructures existantes apparaît ainsi comme un enjeu économique à part entière, puisque les ressources consacrées à réparer les dommages ne peuvent être mobilisées pour d'autres opérations de développement et de modernisation. La question concerne également la continuité de l'alimentation des usagers : la dégradation ou le vol d'un équipement peut entraîner des perturbations locales et nécessiter l'intervention des équipes techniques. Ce constat est partagé par Khelil Hedna, directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, qui a souligné, lors de son intervention sur les ondes de la Chaîne I de la radio nationale : « La protection des infrastructures énergétiques est une responsabilité collective, car chaque équipement dégradé ou volé représente des coûts supplémentaires et peut avoir des répercussions sur la continuité du service ».

VANDALISME ET VOLS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET GAZIERS

Des pertes estimées à 819 millions de dinars

Par Selma R.

Le réseau électrique et gazier national fait face à une pression croissante liée aux actes de vandalisme et aux vols d'équipements. Au total, 1 535 infractions visant des câbles et différents équipements ont été recensées, occasionnant un préjudice estimé à 819 millions de dinars pour Sonelgaz. Ces actes représentent un coût financier important pour l'opérateur et peuvent également perturber la continuité et la qualité du service public. Les vols de câbles et d'équipements imposent en effet des opérations de réparation et de remplacement qui mobilisent des moyens humains et matériels et génèrent des dépenses supplémentaires. Cette multiplication des actes intervient alors que d'importants investissements sont engagés pour renforcer et moderniser les réseaux électriques et gaziers. La préservation des infrastructures existantes apparaît ainsi comme un enjeu économique à part entière, puisque les ressources consacrées à réparer les dommages ne peuvent être mobilisées pour d'autres opérations de développement et de modernisation. La question concerne également la continuité de l'alimentation des usagers : la dégradation ou le vol d'un équipement peut entraîner des perturbations locales et nécessiter l'intervention des équipes techniques. Ce constat est partagé par Khelil Hedna, directeur de l'information et de la communication au ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, qui a souligné, lors de son intervention sur les ondes de la Chaîne I de la radio nationale : « La protection des infrastructures énergétiques est une responsabilité collective, car chaque équipement dégradé ou volé représente des coûts supplémentaires et peut avoir des répercussions sur la continuité du service ».

continuité du service ». La protection du patrimoine énergétique doit donc reposer sur une responsabilité partagée, associant la vigilance des citoyens aux mesures de protection mises en place autour des infrastructures. Cette responsabilité s'inscrit par ailleurs dans une phase d'accélération de la transformation du système énergétique national. L'Algérie prévoit de développer 15 000 MW d'énergies renouvelables à l'horizon 2035, dont une première tranche de 3 200 MW photovoltaïques. Plusieurs centrales sont déjà opérationnelles ou en phase de test, tandis que le programme d'électrification des zones isolées prévoit l'équipement de 2 500 habitations en kits solaires autonomes. Cette montée en puissance des capacités de production et de distribution renforce mécaniquement les exigences en matière de protection des infrastructures et de préservation des équipements. Pour le secteur, la lutte contre le vandalisme et les vols ne relève donc pas uniquement de la sécurité des réseaux. Elle constitue également un enjeu de préservation des investissements, de maîtrise des coûts et d'accompagnement du développement des nouvelles capacités énergétiques.

programme d'électrification des zones isolées prévoit l'équipement de 2 500 habitations en kits solaires autonomes. Cette montée en puissance des capacités de production et de distribution renforce mécaniquement les exigences en matière de protection des infrastructures et de préservation des équipements. Pour le secteur, la lutte contre le vandalisme et les vols ne relève donc pas uniquement de la sécurité des réseaux. Elle constitue également un enjeu de préservation des investissements, de maîtrise des coûts et d'accompagnement du développement des nouvelles capacités énergétiques.

programme d'électrification des zones isolées prévoit l'équipement de 2 500 habitations en kits solaires autonomes. Cette montée en puissance des capacités de production et de distribution renforce mécaniquement les exigences en matière de protection des infrastructures et de préservation des équipements. Pour le secteur, la lutte contre le vandalisme et les vols ne relève donc pas uniquement de la sécurité des réseaux. Elle constitue également un enjeu de préservation des investissements, de maîtrise des coûts et d'accompagnement du développement des nouvelles capacités énergétiques.

SOMMET PAYS NORDIQUES-AFRIQUE

L’Algérie, invitée d’honneur spéciale de la 15^e édition

L'Algérie est l'invitée d'honneur spéciale de la 15e édition du Sommet économique Pays nordiques-Afrique (Nordic-African Business Summit), qui s'ouvre jeudi à Oslo, un rendez-vous d'affaires de premier plan consacré au développement du partenariat entre les pays africains et les économies d'Europe du Nord, avec un accent particulier sur l'investissement, l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, conduit la délégation algérienne participant à ce sommet, qui constitue l'une des principales plateformes économiques dédiées au continent africain dans les pays nordiques. Organisé annuellement depuis 2011 par l'Association Norvège-Afrique des entreprises (NABA), en collaboration avec le ministère norvégien des Affaires étrangères, cette rencontre vise à examiner les opportunités de coopération entre les opérateurs économiques, les investisseurs et les décideurs africains et leurs homologues des pays d'Europe du Nord. Il est prévu une large participation d'officiels, de décideurs économiques, chefs d'entreprise et quelque 200 sociétés et porteurs de projets, ainsi qu'une cinquantaine d'intervenants et plus de 15 ambassadeurs. A la veille du sommet, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, accompagné de la ministre de la Pêche et de la Politique océanique du Royaume de Norvège, Marianne Sivertsen Naess, a présidé à Oslo, l'ouverture officielle de l'événement "Algeria Day", qui met en avant les potentialités économiques et culturelles de l'Algérie, un événement qui intervient dans un contexte marqué par la volonté de l'Etat de renforcer la diversification de l'économie nationale et d'attirer davantage d'investissements dans de larges secteurs productifs. Les organisateurs ont relevé que l'Algérie occupera "une place de choix" au Sommet de cette année, en sa qualité de "l'une des plus grandes économies d'Afrique" et elle constitue une "importance stratégique croissante" pour les entreprises nordiques, offrant des opportunités exceptionnelles dans plusieurs domaines tels que la transition énergétique, les infrastructures, l'agriculture et les technologies, selon les organisateurs de l'événement. Ainsi, la journée "Algérien Day" réunit des représentants des gouvernements norvégien et algérien, des chefs d'entreprise, des investisseurs et des diplomates. Des séminaires d'affaires de haut niveau, une exposition consacrée au commerce et à l'investissement entre la Norvège et l'Algérie, ainsi que des rencontres B2B entre entreprises norvégiennes et algériennes sont au programme.

Plusieurs secteurs seront mis en avant à cette occasion notamment l'énergie, les mines, l'agriculture et l'industrie, identifiés comme des domaines offrant des opportunités pour les entreprises nordiques désireuses d'investir en Algérie. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que l'Algérie avait concrétisé plusieurs projets de partenariat avec les cinq pays nordiques (Danemark, Suède, Norvège, Finlande, et Islande) avec lesquels elle entretient de forts liens économiques, de partenariat et d'investissement. Il s'agit notamment des projets concrétisés dans l'industrie pharmaceutique, à travers le groupe danois Novo Nordisk. Ce groupe dispose d'une usine de production à Tizi-Ouzou et d'un autre site à Boufarik (Blida), réalisé en partenariat avec le groupe public Saida pour la production d'insuline humaine.

Les deux groupes ont récemment signé un nouvel accord portant sur la production conjointe et la distribution de molécules innovantes destinées notamment au traitement du diabète et de l'obésité. La Suède constitue également un partenaire important pour l'Algérie, avec la présence de plusieurs entreprises suédoises dans divers secteurs, notamment les télécommunications, les équipements industriels, l'automobile, les technologies et la santé. Avec la Norvège, le partenariat est davantage marqué par les hydrocarbures, à travers le groupe Equinor qui entretient une relation de longue date avec Sonatrach. La Finlande représente, elle aussi, un partenaire important disposant d'un potentiel dans divers domaines, sachant que les deux pays ont déjà concrétisé des projets de partenariat, à l'exemple de l'usine de fabrication de moissonneuses-batteuses implantée à Sidi Bel Abbès. Les deux pays ont récemment réaffirmé leur intérêt pour le développement de leurs relations bilatérales et l'élargissement de leur coopération à d'autres secteurs, à l'instar des énergies renouvelables, de l'industrie et de la formation professionnelle.

Les deux groupes ont récemment signé un nouvel accord portant sur la production conjointe et la distribution de molécules innovantes destinées notamment au traitement du diabète et de l'obésité. La Suède constitue également un partenaire important pour l'Algérie, avec la présence de plusieurs entreprises suédoises dans divers secteurs, notamment les télécommunications, les équipements industriels, l'automobile, les technologies et la santé. Avec la Norvège, le partenariat est davantage marqué par les hydrocarbures, à travers le groupe Equinor qui entretient une relation de longue date avec Sonatrach. La Finlande représente, elle aussi, un partenaire important disposant d'un potentiel dans divers domaines, sachant que les deux pays ont déjà concrétisé des projets de partenariat, à l'exemple de l'usine de fabrication de moissonneuses-batteuses implantée à Sidi Bel Abbès. Les deux pays ont récemment réaffirmé leur intérêt pour le développement de leurs relations bilatérales et l'élargissement de leur coopération à d'autres secteurs, à l'instar des énergies renouvelables, de l'industrie et de la formation professionnelle.

APS

ILLIZI

Une moisson de près de 80.000 quintaux de céréales réalisée cette saison

La campagne moisson-battage de la saison agricole 2025-2026 s'est soldée par la production de près de 79.850 quintaux (Qx) de céréales, dans la wilaya d'Illizi, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA). La campagne au niveau des périmètres agricoles de Rhourd-Ennouss, dans la commune de Bordj Omar Idriss a ciblé 11 exploitations agricoles totalisant une superficie de 2.126 hectares, irriguées par 70 pivots, et a donné lieu à une moisson de 68.500 Qx de blé dur, 7.500 Qx de blé tendre, 2.500 Qx d'orge et 1.350 Qx de triticale, a précisé le DSA d'Illizi, Ahmed Brahimi. Pour assurer le succès de la campagne de moisson-battage, les services agricoles ont mobilisé 14 moissonneuses, dont 10 appartenant à la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) et quatre (4) appartenant à des particuliers, ainsi que 55 camions, dont 50 appartenant à la CCLS et cinq (5) à des particuliers. La récolte céréalière a été remise à la CCLS d'Ouargla, avant d'être stockée dans les centres de stockage de proximité de la région de Gassi-Touil (wilaya d'Ouargla). Dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les incendies de cultures, deux équipes de Protection civile de la wilaya d'Illizi, dotées de deux camions et encadrées par quatre agents, ont été mobilisées au cours de cette campagne, a fait savoir la même source.

APS

KHENCHELA

Plus de 6.100 constructions mises en conformité dans le cadre des dispositions de la loi n 08-15

Pas moins de 6.109 bâtiments ont été mis en conformité, dans la wilaya de Khenchela, au titre des dispositions de la loi n 08-15 du 20 juillet 2008 fixant les règles de mise en conformité des constructions et de leur achèvement, ont indiqué, mardi, les services de la wilaya. La même source a précisé que sur les 15.037 dossiers déposés auprès des commissions chargées de régulariser la situation des constructions érigées avant 2008, pas moins de 14.853 ont été étudiés, ce qui représente un taux de 99 % en matière d'étude des dossiers. Les services de la wilaya ont ajouté que l'opération a abouti à la régularisation de 6.109 dossiers, soit un taux d'acceptation de 41% des dossiers étudiés, tandis que le nombre de dossiers rejetés a atteint les 6.713, soit un taux de 45%. Selon la même source, les commissions de daïras et communales chargées d'examiner ces dossiers ont reporté leur décision en ce qui concerne 1.964 dossiers, ce qui représente 14 % des dossiers déposés dans les 21 communes. Les autorités de la wilaya s'efforcent d'accélérer le traitement des dossiers restants et reportés jusqu'à la clôture définitive de ce dossier, selon la même source qui a rappelé que l'objectif de la loi n 08-15 est, notamment, de mettre fin au phénomène des constructions non achevées, de mettre en conformité les constructions existantes et de promouvoir un cadre bâti esthétique et harmonieusement aménagé.

AEP À BATNA

28 réservoirs totalisant une capacité de 22.000 m3 lancés en travaux

Des travaux portant sur la construction de 28 réservoirs d'eau potable totalisant une capacité estimée à 21.900 m3, viennent d'être lancés dans la wilaya de Batna, a-t-on appris , mardi, auprès du directeur de l'hydraulique, Nadji Bencheriet.

Le même responsable a déclaré à l'APS que l'opération, qui comprend également l'équipement et le raccordement de ces réservoirs au réseau de distribution de l'eau potable, a nécessité un investissement public de 1,3 milliard de dinars inscrit dans le cadre des programmes sectoriels de l'exercice 2026. Ces réservoirs, dont la capacité varie entre 1.000 et 5.000 m3, sont en réalisation dans 15 communes dont Takhmelt, Ouled Sellam, Ain Touta, Ras El Aioun et Ain Djasser qui "souffrent d'un déficit en matière de capacité de stockage du précieux liquide", ce qui a "compliqué la gestion du programme de distribution de l'eau potable". M. Bencheriet a ajouté que la réception de ces réservoirs et leur mise en service sont

attendues "avant la fin du premier semestre de l'année 2027", avant de souligner que des instructions ont été signifiées aux entreprises chargées de la réalisation à l'effet de respecter les délais contractuels, fixés entre 6 mois et un an et ce, en raison de l'importance de ces réservoirs pour les communes concernées. L'opération vise à "renforcer les installations de stockage d'eau à travers la wilaya afin d'améliorer l'alimentation des populations, notamment dans les zones où un déficit est enregistré", a également indiqué le même responsable, précisant que la wilaya de Batna dispose actuellement de 605 réservoirs représentant une capacité de stockage totale de 336.752 m3. Le directeur de l'hydraulique a souligné

SOUK AHRAS

Le parc de l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain renforcé par 10 nouveaux bus

Le parc de l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain de la wilaya de Souk Ahras s'est renforcé de 10 nouveaux bus destinés à améliorer la qualité des services fournis aux citoyens dans le domaine du transport, a indiqué mardi le directeur de ladite entreprise, Toufik Boulifa. Ce premier lot dont a bénéficié l'entreprise comprend 5 bus de grand gabarit et 5 autres de petit gabarit, a précisé le même responsable à l'APS, sou-

lignant que cette "première tranche" de nouveaux bus permettra d'améliorer les conditions de déplacement des citoyens sur les axes du réseau de lignes urbaines et suburbaines couverts par l'entreprise. Il a ajouté que cette opération permettra de porter le nombre total de bus de l'entreprise à 43, opérant sur 11 lignes qui relient les différents quartiers résidentiels de la ville de Souk Ahras, en particulier

les grands pôles urbains, en plus d'assurer la liaison avec plusieurs communes limitrophes, et ce, sur un réseau d'exploitation total estimé à 101 km, ce qui permettra d'assurer une couverture plus large des différentes lignes urbaines et suburbaines de la wilaya. Selon M. Boulifa, les nouveaux bus répondent à des normes et spécifications techniques modernes, notamment en matière de sécurité routière et de protection des citoyens, renfor-

çant ainsi les conditions de confort et de sécurité lors des déplacements et contribuant à l'amélioration de la qualité du service offert aux usagers. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la concrétisation du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur le renouvellement du parc national de transport.

APS

MILA

Objectif d'emblavement de 117 500 hectares en céréales au titre de la campagne agricole 2026-2027

La direction des services agricoles de la wilaya de Mila prévoit d'emblaver, au titre de la saison agricole 2026-2027, une superficie de 117.485 hectares en différentes variétés de céréales, a indiqué, mardi, le responsable local de ce secteur, Ali Fennazi. Le même responsable a précisé, lors d'une rencontre du wali, Fayçal Amrouche, tenue au siège de la wilaya avec les céréaliculteurs, en prévision du lancement de la campagne labours-semailles, que les objectifs de la nouvelle saison

agricole consistent à consacrer 68.813 hectares à la production de blé dur, 22.549 hectares au blé tendre, 21.120 hectares à l'orge, 4.643 hectares aux lentilles et 360 hectares pour la culture du triticale. Une superficie de 7.050 hectares, sur la superficie totale visée, sera consacrée à la production intensive de différentes variétés de semences de céréales, notamment les semences de blé dur sur 4.000 hectares, a ajouté le DSA Selon M. Fennazi, la direction des services agricoles s'en-

gage à fournir tous les intrants agricoles en quantités suffisantes et à mobiliser le matériel nécessaire à la réussite de la campagne labours-semailles afin qu'elle atteigne les objectifs fixés. L'importance de la coopération des agriculteurs avec les différents acteurs en lien avec le secteur, qui doivent recevoir des informations précises quant aux superficies cultivées "pour garantir la constitution d'une base de données précise", a -t-il été soulignée lors de cette rencontre.

APS

RELIZANE

La Cacobatph lance une campagne d'information sur ses nouveaux services numériques

L'agence de wilaya de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Cacobatph) à Relizane a lancé, mardi, une campagne d'information visant à faire connaître ses nouveaux services numériques au profit de ses affiliés, a-t-on appris auprès de cette agence. La Caisse a lancé, cette semaine, dans le cadre de la poursuite de la numérisation des procédures administratives et de la simplification des services accessibles à distance, trois nouveaux services numériques relatifs à la suspension d'activité, à la reprise d'activité et à la radiation, a précisé la même source. Ces nouveaux services permettent aux affiliés de déposer en ligne leurs demandes de

suspension d'activité, de reprise d'activité ou de radiation, à travers des procédures simplifiées, sans avoir à se déplacer auprès de l'agence. Ils offrent également aux affiliés la possibilité de suivre l'état d'avancement de leurs demandes en ligne, contribuant ainsi à accélérer le traitement des dossiers et à renforcer la transparence et la souplesse dans le suivi des démarches. Ainsi, les cadres de l'agence Cacobatph de Relizane se mobilisent pour sensibiliser les affiliés se présentant au siège de l'agence à l'existence de ces nouveaux services et leur fournissent les explications nécessaires sur les modalités d'accès et d'utilisation, a souligné la même source. Ces nouveaux services s'inscrivent dans le cadre de la politique menée par le secteur

du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale visant à généraliser le recours aux solutions numériques, à simplifier les procédures administratives et à rapprocher davantage le service public du citoyen. La démarche vise également à améliorer les performances, à renforcer la qualité de la prise en charge et à faciliter l'accès aux différents services de manière plus fluide et moderne. Par ailleurs, la Cacobatph poursuit la modernisation de son système d'information et le renforcement de son infrastructure technologique, à travers le développement de solutions numériques intégrées destinées à améliorer la fluidité des échanges d'informations entre les différents services et systèmes.

APS

Longtemps épargné, le marché du riz est à son tour gagné par les tensions sur les prix

Les prix du riz ont commencé à augmenter, renversant le rôle stabilisateur que cette céréale avait joué lors des précédents chocs alimentaires. Avec une mousson déficitaire en Inde et un El Niño qui s'intensifie, le principal aliment de base de plus de trois milliards de personnes entre à son tour dans le cycle de la hausse.



Ces dernières années, le riz a longtemps constitué une exception sur les marchés agricoles mondiaux. Alors que le blé, le maïs, le soja ou les huiles végétales réagissaient vivement aux guerres, aux sécheresses et aux tensions logistiques, la graminée restait relativement protégée grâce aux récoltes asiatiques, aux stocks publics de l'Inde et de la Chine, ainsi qu'à une demande moins liée à l'alimentation animale.

En 2021, ce découplage avait contribué à empêcher que la flambée des matières premières agricoles ne se transforme plus rapidement en crise alimentaire généralisée.

Cinq ans plus tard, ce filet de protection seffiloche. L'indice FAO des prix du riz a progressé de 1,4 % en septembre, après une hausse de 0,5 % en août, sous l'effet d'un renchérissement des variétés Indica, de disponibilités saisonnièrement plus limitées et d'inquiétudes croissantes sur les récoltes asiatiques.

Si ce mouvement reste modéré au regard des flambées enregistrées dans d'autres matières premières, il est le signe d'une nouvelle tendance : le riz participe aussi désormais à la remontée des cours mondiaux des produits de base.

Selon la FAO, l'indice général des prix alimentaires a atteint 136 points en septembre, en hausse de 1,5 % sur un mois et de 5,8 % sur un an. Les céréales et le sucre tirent le mouvement, dans un contexte où les perturbations du commerce par la mer Noire, les incertitudes autour du détroit d'Ormuz, la hausse des coûts du fret et les risques climatiques réduisent la marge de

sécurité des importateurs.

L'Inde, un amortisseur sous pression

Dans cette nouvelle phase de tensions, l'Inde demeure le principal facteur de stabilisation, même si ce rôle devient plus fragile.

Le pays le plus peuplé du monde représente environ 40 % du commerce mondial du riz et demeure le premier producteur comme le premier exportateur. Sa capacité à livrer des volumes à bas prix avait contribué à calmer les marchés après la réouverture des exportations de riz blanc non-basmati en 2024.

Cette fonction de fournisseur de dernier ressort est désormais mise à l'épreuve. La production indienne de riz est attendue en baisse en 2026/2027 pour la première fois depuis dix ans et pourrait reculer de près de 10 millions de tonnes, soit environ 6,5 % par rapport au record de 154 millions de tonnes atteint lors de la campagne précédente. Ce serait la plus forte contraction depuis 2009/2010.

Cette situation est liée à une mousson moins abondante et surtout plus irrégulière en raison d'El Niño. Le phénomène climatique, qui se renforce et pourrait atteindre une intensité très élevée à la fin de 2026, a déjà provoqué, dans la 5e économie mondiale, des épisodes de sécheresse dans plusieurs régions.

Sur la période de juin à septembre, les précipitations indiennes ont été inférieures de 12,6 % à la normale, d'après les données officielles.

Avec ces perspectives dégradées en Inde, la FAO a abaissé ses prévisions pour la production mondiale de riz à 552,5 mil-

lions de tonnes en 2026/2027. L'organisation anticipe également une baisse de 2,2 % du commerce international de riz en 2026, avant une reprise de 1,7 % en 2027. Les prix reflètent déjà cette inquiétude. Le riz indien étuvé à 5 % de brisures se négociait entre 378 et 384 dollars la tonne début octobre, son niveau le plus élevé depuis juillet 2025, contre 375 à 381 dollars la semaine précédente.

L'Inde conserve néanmoins un atout de taille que n'ont pas tous les autres exportateurs : ses réserves publiques. Les stocks de riz de l'État, y compris le paddy non décortiqué, atteignaient un niveau record de 59,6 millions de tonnes au 1er septembre, très au-dessus de l'objectif public de 10,3 millions de tonnes fixé pour le 1er octobre. Cela devrait permettre au gouvernement de maintenir les expéditions sans recourir, à ce stade, aux restrictions qui avaient profondément déstabilisé les marchés mondiaux en 2023.

Les pays africains déjà actifs pour sécuriser des cargaisons

Ces réserves ne mettent toutefois pas le marché à l'abri d'un nouvel accès de volatilité. Elles peuvent amortir une récolte plus faible, mais elles ne suppriment ni les effets de la hausse des prix intérieurs, ni les coûts de fret, ni le risque que le gouvernement privilégie la stabilité des prix alimentaires domestiques au détriment des exportations.

Pour les pays africains, très dépendants des approvisionnements asiatiques, l'évolution de la situation en Inde sera donc déterminante. Mais le risque dépasse largement ses frontières. El Niño pourrait

aussi accentuer les conditions sèches en Thaïlande, au Vietnam, en Indonésie, aux Philippines et dans une partie de l'Asie du Sud-Est.

Plusieurs importateurs suivent déjà de près la disponibilité des cargaisons et l'évolution des prix, dans la crainte d'un resserrement plus général de l'offre régionale.

Selon des négociants indiens cités par le média The Hindu BusinessLine, plusieurs pays africains renforcent leurs achats afin de constituer des réserves face à El Niño, à la guerre en Ukraine et aux risques de perturbation liés au conflit entre les États-Unis et l'Iran. Ces achats anticipés contribuent à soutenir les prix et la demande d'expédition depuis les ports indiens.

« Des navires attendent de charger du riz dans presque tous les ports. [...] Certains pays achètent le double des volumes qu'ils commandent habituellement », a confié au quotidien Suraj Agarwal, vice-président pour le Bengale-Occidental de la Fédération indienne des exportateurs de riz. Cette stratégie d'achat anticipé permet aux gouvernements et aux importateurs de se ménager un répit, mais elle ne les soustrait pas à la dynamique du marché. En sécurisant plus tôt les cargaisons disponibles, les acheteurs réduisent leur exposition immédiate à une éventuelle rupture d'approvisionnement.

Pour le Nigeria, le Sénégal et la Côte d'Ivoire, où le riz importé occupe une place importante dans l'alimentation quotidienne, l'enjeu dépasse ainsi la seule constitution de stocks. Il s'agit de préserver l'accès des ménages à une denrée de base de première nécessité.

Source : Ecofin, publié le 7/10/2026

MAURITANIE
Le ministère des
Finances ouvre
des discussions
avec Rothschild
& Co

Le ministre mauritanien des Finances a reçu une délégation de Rothschild & Co pour évoquer les perspectives économiques du pays et de possibles formes d'accompagnement. À ce stade, aucun mandat, financement, montant ou calendrier n'a été rendu public. Le ministère mauritanien des Finances a ouvert, lundi 5 octobre à Nouakchott, des discussions avec une délégation de Rothschild & Co. La réunion a porté sur plusieurs questions financières, sur les perspectives économiques et financières de la Mauritanie ainsi que sur de possibles coopérations dans les domaines d'expertise du groupe. L'information est significative par la nature de l'interlocuteur, mais sa portée doit être strictement circonscrite. Le communiqué officiel parle de « coopération et d'accompagnement » et de relations avec des acteurs spécialisés dans le conseil et les services financiers. Il n'annonce toutefois ni attribution de mandat, ni transaction, ni opération de financement.

Un champ encore largement ouvert

Rothschild & Co intervient internationalement dans plusieurs métiers du conseil financier. Son activité Global Advisory comprend notamment le conseil en fusions-acquisitions, les solutions de financement, la restructuration ainsi que le conseil souverain. Cette gamme d'activités ne permet cependant pas de déterminer l'objet des échanges tenus à Nouakchott. Rien dans les communications consultées ne permet d'affirmer que les discussions portent précisément sur la dette publique, une privatisation, une levée de capitaux ou le financement d'un projet déterminé. Ces pistes doivent donc rester des questions ouvertes et non être transformées en conclusions.

Deux hauts responsables présents

La réunion s'est tenue en présence d'Ahmed ould Abba, directeur général du Budget, et de Mohamed Salem Nani, directeur général des financements et de la coopération économique au ministère des Affaires économiques et du Développement, selon les sources officielles. Leur présence confirme la dimension financière et institutionnelle des échanges, mais elle ne suffit pas, à elle seule, à identifier le dossier éventuellement étudié. Le prochain élément déterminant sera donc une communication précisant la nature d'un éventuel accompagnement : mandat de conseil, projet concerné, modalités financières, calendrier ou autre forme de coopération. En l'état, la seule conclusion établie est celle d'une prise de contact institutionnelle autour des perspectives économiques et financières de la Mauritanie. Toute présentation de la rencontre comme un accord conclu irait au-delà des informations rendues publiques.

Agence

FORUM EGYPTE 2026

La dette publique et le
programme économique 2026-
2030 au programme

Cette question sera au cœur de l'une des sessions du « Forum Egypte 2026 », consacré aux « Ressources en devises et gestion de la dette », indique le premier ministre.

Le Premier ministre Mostafa Madbouly a affirmé, avant-hier, que la gestion de la dette publique figurait parmi les principales priorités du gouvernement, qui entend continuer à diminuer la dette extérieure à moyen et long terme, selon un communiqué du Conseil des ministres. Il a aussi insisté sur « la volonté d'attirer davantage d'investissements directs pour diversifier les sources de financement ». La dette extérieure de l'Egypte s'élevait à environ 164,8 milliards de dollars fin mars 2026, selon les dernières données de la Banque centrale d'Egypte, marquant une hausse minime de 0,5% par rapport au trimestre précédent, dont 18,5% de créances à court terme.

Un débat approfondi au Forum Egypte 2026

Cette question sera au cœur de l'une des sessions du « Forum Egypte 2026 », consacré aux « Ressources en devises et gestion de la dette », indique le premier ministre. La rencontre réunira des experts et des économistes afin d'examiner les préoccupations liées à la dette publique, à son volume et à son impact sur l'économie. Le forum, prévu du 19 au 24 octobre dans la Nouvelle Capitale, consacrera également une session aux « Grandes lignes du programme économique égyptien jusqu'en 2030 ».

« Ce programme national de transformation économique est actuellement élaboré en coordination avec le gouvernement et la BCE », selon le premier ministre.

Diversifier les ressources en devises

Madbouly a souligné le rôle central de la politique monétaire dans la stabilité de l'économie, mettant en avant les progrès réalisés grâce à la coordination entre le gouvernement et la BCE pour stimuler l'activité économique, renforcer la participation du secteur privé et accroître les entrées de devises. Pour rappel, l'Egypte a connu en 2026 une stabilité remarquable de sa politique monétaire, les taux d'intérêt de la banque centrale n'ayant jamais été relevés. Ils ont au contraire baissé de 1 % seulement en février, avant d'être maintenus inchangés lors de toutes les réunions suivantes. Il a également demandé de recenser, dans les prochains jours, les principales préoccupations au sein du gouvernement concernant « les ressources en devises, la dette publique et le programme national de transformation économique ». L'objectif est d'apporter des réponses lors du forum et d'en tirer des décisions, des plans et des programmes exécutifs destinés à améliorer les conditions de vie des citoyens.

L'après-programme avec le FMI

Parallèlement, l'Egypte aborde la dernière ligne droite de son programme de réformes avec le FMI, qui s'achèvera à la mi-décembre 2026. Le Fonds prévoit le versement d'une dernière tranche d'environ 2,3 milliards de dollars au quatrième trimestre 2026, à l'issue de la revue finale de la Facilité élargie de crédit (FEC) et de la troisième revue de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD). Le gouvernement a d'ores et déjà affirmé qu'il n'aurait pas besoin de nouveaux prêts élargis auprès de l'institution internationale à l'issue de cette échéance, préparant activement une vision économique nationale post-FMI qui sera soumise au dialogue sociétal. La dette de l'Egypte envers le FMI était tombée à 9,3 milliards de dollars fin juin 2026, après le remboursement de plus de 16 milliards de dollars depuis le lancement du programme de réformes économiques en 2016, selon Mohamed Maait, directeur exécutif du FMI pour les pays arabes. Le gouvernement prépare par ailleurs un programme économique national pour la période suivant la fin du programme avec le FMI. Il devrait définir les priorités économiques de l'Egypte jusqu'à 2030 et être présenté lors du « Forum Egypte 2026 ».

Agence

QATAR

L'État participe à la 37^e réunion du Comité de coopération
pétrolière des États du CCG

L'État du Qatar a pris part à la 37^e réunion du Comité de coopération pétrolière des États du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui s'est tenue dans la capitale bahreïnite, Ma-

nama. La délégation qatarie était conduite par Son Excellence l'ingénieur Saad bin Sherida Al Kaabi, ministre d'État chargé des Affaires énergétiques. Les travaux ont permis d'examiner

divers dossiers relatifs au renforcement de l'action conjointe dans le secteur pétrolier et énergétique. Les ministres ont également dressé le bilan des réalisations accomplies depuis leur précédente

session, tout en insistant sur la nécessité d'intensifier la concertation pour relever les défis communs et concrétiser les objectifs de la région.

R. I.

TUNISIE

L'inflation alimentaire s'accélère à 8,4 % en septembre 2026

L'accélération des prix alimentaires intervient alors que la Tunisie cherche à renforcer sa production agricole, dans un contexte marqué par le déficit hydrique et des contraintes financières persistantes. Cette situation complique les efforts visant à contenir le coût des produits de première nécessité, alors que la Banque centrale maintient son taux directeur à 7 %. L'inflation annuelle des produits alimentaires en Tunisie a atteint 8,4 % en septembre 2026, contre 7,5 % en août 2026, selon les dernières données publiées le lundi 5 octobre par l'Institut national de la statistique (INS). Cette accélération s'explique principalement par la hausse des prix des volailles (+16,5 %), des fruits frais (+16,3 %), de la viande ovine (+14,6 %), de la viande bo-

vine (+13 %), des légumes frais (+12,9 %) et des poissons frais (+10,4 %). À l'inverse, les prix des huiles alimentaires ont reculé de 4,1 %. La hausse des prix de l'alimentation et des boissons, combinée à l'accélération des prix des catégories « Habillement et chaussures » et « Enseignement », a contribué à porter l'inflation annuelle globale à 5,6 %, contre 5,4 % en août. Les prix de l'habillement et des chaussures ont progressé de 9,2 %, contre 9 % un mois plus tôt, tandis que ceux de l'enseignement ont augmenté de 5,5 %, contre 5,4 %. Ces chiffres interviennent dans un contexte où l'agriculture constitue un pilier de l'économie tunisienne et emploie environ 14 % de la population active. Le pays reste toutefois confronté à d'impor-

tantes contraintes financières et à une pénurie d'eau qui pèse sur les activités agricoles et l'économie nationale. Malgré ces contraintes, le pays cherche à accroître sa production agricole pour la campagne 2025/2026. Dans ce cadre, la Banque nationale agricole (BNA) a décidé d'allouer 140 millions de dinars tunisiens, soit 48,1 millions de dollars, au financement de la campagne céréalière 2025/2026. Sur le plan monétaire, la Banque centrale de Tunisie (BCT) a maintenu son taux directeur à 7 % lors de sa réunion du 29 juillet 2026. L'institution a justifié cette décision par la nécessité de poursuivre le processus de désinflation, tout en soulignant que les perspectives d'inflation restaient exposées à des risques haussiers.

Agence

RWANDA, CÔTE D’IVOIRE, BÉNIN

Les champions africains des politiques publiques selon la Banque mondiale

Le classement montre que la dynamique de réformes s’est globalement poursuivie dans la région durant l’année écoulée, malgré un contexte marqué par des conditions de financement plus strictes, une baisse de l’aide au développement et un endettement élevé.

Sur les 40 pays d’Afrique subsaharienne éligibles aux financements de l’Association internationale de développement (IDA), le Rwanda est celui qui a affiché la meilleure qualité des politiques publiques et des institutions nationales en 2025, selon un rapport publié le 30 septembre 2026 par la Banque mondiale. Intitulé « Country Policy and Institutional Assessment (CPIA) in Africa 2026 », ce rapport évalue la qualité des réformes politiques et institutionnelles nationales dans les pays d’Afrique subsaharienne bénéficiaires de l’aide de l’IDA, le guichet de la Banque mondiale dédié aux pays les plus pauvres, durant l’année 2025. Il se base sur 16 critères, dont la politique fiscale, la politique monétaire, la qualité des réglementations régissant le secteur financier, la protection sociale, l’équité en matière d’utilisation des ressources publiques, les droits de propriété et la transparence, la redevabilité et la corruption dans le secteur public. Ces indicateurs sont regroupés en quatre catégories : « gestion économique », « politiques structurelles », « politiques d’inclusion sociale et d’équité » et « gestion du secteur public et institutions ». Pour chacun des 16 critères, chaque pays couvert reçoit une note allant de 1 (faible) à 6 (élevé) en fonction de sa performance durant l’année évaluée. Les notes reposent sur des réalisations et des politiques concrètement appliquées, et non sur des intentions ou des réformes simplement promises. Le score global de chaque pays correspond à la moyenne des notes des

quatre catégories évaluées. Il est également calculé sur une échelle allant de 1 point (qualité médiocre des politiques et des institutions nationales) à 6 points (qualité optimale des politiques et des institutions). Le Rwanda obtient un score global de 4,2 points, grâce notamment à ses bonnes performances dans les catégories « politiques d’inclusion sociale et d’équité » (4,5 points) et « politiques structurelles » (4,3 points). Le pays des Mille Collines affiche ainsi une note largement supérieure à la moyenne des pays éligibles aux financements de l’IDA en Afrique subsaharienne et à celle de l’ensemble des emprunteurs auprès de l’IDA dans toutes les régions du monde.

13 pays ont amélioré leurs scores

La Côte d’Ivoire occupe le 2e rang avec un score global de 4 points. Ce pays d’Afrique de l’Ouest réalise ses meilleures performances dans les catégories « gestion économique » et « politiques d’inclusion sociale et d’équité ». Le Bénin occupe la troisième marche du podium, ex aequo avec le Cap-Vert (3,9 points pour chacun des deux pays), devant le Kenya (3,8), le Togo (3,8), la Mauritanie (3,7) et la Tanzanie (3,6). Avec un score de 3,5 points, le Burkina Faso, le Ghana, le Sénégal et l’Ouganda occupent ex aequo le 9e rang. Au total, 13 pays ont amélioré leurs scores par rapport à la précédente édition du classement, alors que 10 ont vu leurs scores régresser. De façon générale, on observe davantage d’augmentations de scores

parmi les pays les mieux classés et davantage de détériorations en bas du tableau. Dans l’ensemble, le classement met en évidence une région qui a continué à faire progresser ses politiques publiques et ses institutions en 2025, malgré un environnement de financement plus contraint, une baisse de l’aide au développement et des pressions liées à l’endettement. Le score moyen de l’Afrique subsaharienne (3,1 points) a légèrement dépassé, pour la première fois, la moyenne de l’IDA, reflétant des améliorations soutenues dans de nombreux pays. La gestion économique est restée le domaine dans lequel la région réalise ses meilleures performances, soutenue par des progrès en matière de maîtrise de l’inflation, de gestion budgétaire et de surveillance de la dette, tandis que les politiques structurelles sont restées globalement stables, avec un score moyen de 3,2 points. L’inclusion sociale et l’équité ont continué de bénéficier de solides performances en matière de développement humain et de l’extension des systèmes de protection sociale, bien que les pressions financières s’intensifient. Le volet « gestion du secteur public et institutions » demeure cependant le point faible de l’Afrique subsaharienne, en raison des retards accumulés dans les domaines du respect des droits de propriété, de la gouvernance, de la redevabilité et de la lutte contre la corruption.

R I/Agence

OFFSHORE PROFOND

Le Gabon prépare le terrain aux majors via un accord avec TGS

L’offshore profond gabonais suscite un intérêt croissant auprès des compagnies pétrolières internationales. Pour explorer ces zones, encore peu documentées, l’accès à des données géologiques et sismiques précises constitue toutefois un préalable. Alors que plusieurs majors s’intéressent au potentiel en hydrocarbures de son offshore profond, le Gabon prépare le terrain. Le pays a en effet recruté le fournisseur norvégien de données sismiques TGS auquel il a confié la gestion et la valorisation de ses données géophysiques dans cette zone pour les dix prochaines années. L’entente entre les deux parties a fait objet d’un contrat signé en marge de la conférence World Energies Summit qui s’est tenue au Royaume-Uni les 29 et 30 septembre dernier. D’après TGS, ce développement prolonge plus de vingt ans de collaboration avec le gouvernement gabonais. TGS précise que l’accord couvre toutes les étapes de la vie des données offshore. Il prévoit la vente des données existantes, leur analyse avec des outils récents et, éventuellement, de nouvelles prises

d’images du sous-sol marin. Ces images obtenues grâce à des ondes sonores, aident les compagnies à évaluer une zone avant d’y forer. Selon l’entreprise qui affirme détenir des droits exclusifs sur la majeure partie de la zone en eaux profondes du Gabon, l’accord doit ainsi permettre aux opérateurs d’identifier les données disponibles et comment y accéder.

Des protocoles qui n’engagent pas encore les majors

L’engouement des multinationales pour l’offshore gabonais constitue un autre élément de cette stratégie. En octobre 2025, le groupe américain ExxonMobil et la multinationale britannique BP ont signé respectivement des protocoles d’accord avec le Gabon pour explorer le potentiel en hydrocarbures des eaux profondes du pays. Lors du forum Invest in African Energy, tenu les 22 et 23 avril derniers à Paris, le ministre du Pétrole, Clotaire Kondja, a indiqué que le Gabon s’attendait à signer avec ces compagnies pétrolières internatio-

nales des contrats de partage de production (PSC) dans un délai de quatre à six mois. Au 5 octobre, aucune annonce publique de signature desdits contrats n’a été signalée. L’intérêt des majors pour l’offshore gabonais ne se limite toutefois pas à ExxonMobil et BP. En juin, l’anglo-néerlandais Shell a signé un protocole d’accord portant sur la recherche, l’évaluation et l’analyse technique de plusieurs blocs en eaux profondes et ultra-profondes, d’après le gouvernement gabonais. Dans un contexte où plusieurs gisements producteurs enregistrent un déclin naturel, les autorités souhaitent stabiliser la production pétrolière au-dessus de 220 000 b/j à moyen terme, a rapporté l’African Energy Chamber (AEC) en octobre 2025. D’après l’OPEP, cette production s’est établie à environ 210 000 b/j en mars 2026, contre plus de 220 000 b/j début 2025. Les informations publiées ne précisent ni le montant de l’accord avec TGS.

Agence

MINÉRAIS CRITIQUES

Le Gabon veut aussi capitaliser sur son potentiel en Afrique

Au Gabon, le secteur extractif constitue un pilier de l’économie nationale, représentant 91,2 % des recettes d’exportation et 22,6 % du PIB. Mais cette contribution reste dominée par les hydrocarbures, tandis que le secteur minier demeure principalement concentré sur le manganèse et l’or. La compagnie minière canadienne Millennial Potash Corp poursuit ses initiatives pour faire progresser son projet de potasse Banio vers la construction au Gabon. De récentes informations attribuées, lundi 5 octobre, à son directeur général Farhad Abasow annoncent une mise en production prévue pour 2029. De quoi inscrire davantage le projet dans un agenda plus large de Libreville qui cherche également à renforcer sa présence dans la valorisation de minerais critiques en Afrique. D’après le média spécialisé Mining.com, citant une interview du dirigeant, la décision d’investissement finale pour Banio devrait intervenir début 2027, après la publication d’une étude de faisabilité définitive prévue fin 2026. Cette perspective s’inscrit dans un contexte où la société entend aligner son développement sur les dynamiques d’approvisionnement américaines pour cette ressource, utilisée dans la fabrication des engrais et considérée depuis 2025 par Washington comme l’un des 60 minéraux critiques pour son économie et sa sécurité nationale. Dans cette liste figurent également les terres rares et le niobium, deux ressources dont le gouvernement gabonais cherche à accélérer l’exploitation avec le projet Maboumine. Revenu dans le giron de l’État après plusieurs années sous le contrôle du groupe français Eramet, cet actif est piloté depuis 2024 par New Energy Metals, une société minière soutenue par des investisseurs émiratis. Celle-ci a signé en février dernier un protocole d’accord avec la compagnie publique indonésienne Perminas pour réaliser de nouvelles études de faisabilité sur le projet, afin de poser les bases vers un développement. **Des intérêts avant tout économiques** Pour les autorités gabonaises, ces développements répondent avant tout à une logique économique, au-delà du caractère critique attribué à ces ressources par les puissances étrangères. Il s’agit de mieux valoriser le potentiel géologique national et d’identifier de nouvelles opportunités de croissance parmi les « ressources stratégiques » recensées dans une feuille de route du secteur minier publiée en février dernier. Celle-ci cite notamment le niobium, les terres rares, l’uranium et le zinc, en complément du manganèse et de l’or. Si la potasse n’y figure pas ouvertement, Millennial Potash fait part d’une participation active des autorités dans les démarches visant à accélérer le développement de Banio. R I/Agence

ASIE

Les marchés boursiers reculent, tandis que le prix du pétrole progresse

Les marchés asiatiques ont légèrement reculé mercredi, la confiance des investisseurs montrant des signes de faiblesse, tandis que les cours du pétrole ont augmenté en raison de la menace d'une tempête dans le golfe du Mexique et de l'escalade des tensions entre l'Arabie saoudite et les Houthis.

En Asie, l'indice MSCI le plus large des actions de la région Asie-Pacifique hors Japon .MIAPJ0000PUS a reculé de 0,5 %, entraîné par les baisses enregistrées à Hong Kong et à Singapour après une séance haussière des marchés américains. L'indice affiche une hausse de 0,9 % depuis le début du mois. Le S&P 500 .SPX a atteint mardi un nouveau record , en hausse d'environ 0,6 % sur la journée, tandis que le Nasdaq .IXIC , à forte composante technologique, a gagné 0,4 %, atteignant lui aussi un plus haut historique. Le Dow Jones Industrial Average .DJI a progressé de 0,5 %. Sur les marchés asiatiques, le brut américain CLc1 a légèrement progressé de 0,9 % à 90,22 dollars le baril; les cours sont restés pratiquement inchangés lors de la séance internationale. Le Brent LCOc1 a progressé de 1 % à 101,58 dollars le baril. Cette hausse des prix s'explique par le fait que les investisseurs sur les matières premières ont mis en balance les contraintes d'approvisionnement liées à une tempête se dirigeant vers les régions productrices de pétrole d'Amérique du Nord et aux attaques des Houthis contre l'Arabie saoudite, d'une part, et l'augmentation des livraisons de brut du Moyen-Orient, d'autre part. Environ 12 millions de barils par jour de pétrole brut et 2 millions de barils par jour de produits raffinés ont quitté le Moyen-Orient à bord de pétroliers au cours des sept à dix derniers jours, a déclaré mardi Russell Hardy, directeur général du géant du négoce de matières premières Vitol. Les actions américaines semblaient perdre de leur élan alors que les rendements obligataires mondiaux reprenaient leur ascension mercredi. Les contrats à terme e-mini sur l'indice S&P 500 EScv1 ont progressé de

0,1 %, enregistrant ainsi une cinquième journée consécutive de hausse, sans toutefois parvenir à dépasser le plus haut intrajournalier atteint lors de la séance précédente. Les contrats à terme sur obligations françaises, fortement vendus, ont légèrement reculé en Asie, effaçant une partie du rebond de la séance précédente , alors que la candidate d'extrême droite à la présidentielle, Marine Le Pen, s'est engagée à réduire les dépenses et le déficit budgétaire du pays.

Les rendements des obligations d'État françaises à dix ans

FR10YT=RR ont chuté de plus de 11 points de base mardi et l'écart entre les OAT françaises et les Bunds allemands FR10DE10=RR , qui avait atteint près de 160 points de base la semaine dernière selon les données de LSEG, s'est resserré à 132 points de base. "L'ampleur de ce mouvement est frappante, étant donné que les élections de 2027 sont encore dans plusieurs mois et que la détérioration de la dynamique budgétaire française n'est pas vraiment une nouveauté", a déclaré Laura Cooper, responsable du crédit macroéconomique et stratège en investissements mondiaux chez Nuveen. "Ce qui a changé, c'est la forte hausse des rendements, qui rend les investisseurs moins enclins à faire abstraction de ces vulnérabilités." Le retour des inquiétudes des investisseurs a pesé sur l'euro EUR= , qui a reculé de 0,3 % à 1,1229 dollar.

Le rendement des bons du Trésor américain à 10 ans

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales profitent d'une détente de taux obligataires

Les marchés boursiers mondiaux ont terminé en hausse mardi, avec de nouveaux records à Wall Street, aidée par une relative accalmie sur les taux d'intérêt des obligations souveraines. A New York, l'indice Nasdaq (+0,45%) et l'indice élargi S&P 500 (+0,58%) ont tous les deux enregistré de nouveaux records en clôture, atteignant respectivement 27.599,79 points et 7.818,93 points. Le Dow Jones a gagné 0,49%. En Europe, les marchés boursiers ont aussi avancé: Paris a pris 0,40%, Londres 0,42% et Francfort 0,77%. Milan a pris 0,87%. Les Bourses mondiales ont aussi profité d'une détente des taux obligataires des grandes économies. En Europe, le rendement à échéance dix ans

de la dette allemande, référence sur le continent, reculait à 3,47%, contre 3,49% la veille en clôture. Son équivalent français chutait de 0,10 point de pourcentage, à 4,75% par rapport à lundi. Aux Etats-Unis aussi, le rendement à échéance dix ans reculait. Après être tombé jusqu'à 5,25% en séance, il évoluait autour de 5,28% vers 20H50 GMT contre 5,30% à la clôture vendredi. Les prix du pétrole ont terminé quasiment stables mardi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord a grappillé 0,26% à 100,58 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, a fait du surplace (+0,01%) à 89,44 dollars.

APS

US10YT=RR a progressé de 3,8 points de base à 5,307 % lors des échanges asiatiques, dans la perspective d'une adjudication de titres de même échéance plus tard dans la séance et d'une adjudication de titres à 30 ans prévue jeudi. Ces adjudications permettront de mesurer l'intensité de la demande des investisseurs pour la dette américaine, ont indiqué les analystes. Les rendements des obligations américaines à long terme ont atteint lundi leur plus haut niveau depuis 24 ans, dans un contexte de vente massive persistante depuis fin août, due aux inquiétudes liées à l'inflation et à la dette. Les actions australiennes .AXJO ont reculé de 0,1 % mercredi, tandis que l'indice boursier japonais Nikkei .N225 a perdu 0,8 %. À Hong Kong, l'indice Hang Seng .HSI reculait de 0,5 % en fin d'après-midi, entraîné à la baisse par une chute allant jusqu'à 4,1 % de l'indice biotechnologique de la ville .HSBIO . Les marchés financiers de la Chine continentale restaient fermés pour cause de jour férié. Les actions indiennes .BSESN ont reculé de 0,5 % alors que la Banque centrale indienne (Reserve Bank of India) a relevé ses taux

d'intérêt pour la première fois en près de quatre ans afin de freiner la hausse de l'inflation. La banque centrale a relevé son taux directeur de 25 points de base, le portant à 5,5 %, comme l'avait prévu la majorité des économistes interrogés par Reuters. L'indice du dollar =USD , qui mesure la valeur du billet vert par rapport à un panier de devises, a progressé de 0,1 % à 102,06, après avoir reculé de 0,27 % lors de la séance précédente. Le yen japonais JPY= s'est affaibli de 0,2 % à 158,41 pour un dollar. La livre sterling GBP= a reculé de 0,2 % à 1,3248 dollar. La Réserve fédérale publiera mercredi le compte-rendu de sa réunion de politique monétaire des 15 et 16 septembre, qui sera examiné avec attention afin d'y déceler d'éventuelles évolutions des taux d'intérêt au cours des prochains mois. Les opérateurs ont revu à la baisse leurs anticipations d'une hausse des taux de la Fed ce mois-ci, les ramenant à 19 % contre environ 50 % une semaine plus tôt. Le cours au comptant de l'or XAU= a reculé de 0,6 % à 4.137,29 dollars l'once. GOL/

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 07 Octobre 2026

Valeur : 09 Octobre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4208	134.4358
1	EUR	EURO		151.2234	151.2537
1	GBP	POUND STERLING		178.3006	178.3678
100	JPY	JAPANESE YEN		85.0226	85.0375
1	CNY	CHINESE YUAN		20.0490	20.0516
1	CHF	SWISS FRANC		161.4276	161.5427
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.3569	94.3873
1	DKK	DANISH KRONE		20.2310	20.2363
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.4471	13.4593
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.0469	14.0494
1	AED	UAE DIRHAM		36.6000	36.6061
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8093	35.8152
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.1480	436.3382
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.8387	45.2894
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4719	13.4734
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8598	20.9666
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3555	3.3659
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.0932	182.0932p

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street en hausse, du répit avant la saison des résultats

La Bourse de New York a fini en hausse mardi, avec des records du S&P-500 et du Nasdaq, alors que les prix du pétrole se sont stabilisés et que les rendements obligataires ont diminué, rassurant un peu les investisseurs et leur permettant de se tourner vers la saison des résultats trimestriels qui approche. L'indice Dow Jones a gagné 0,49%, ou 253,14 points, à 51.521,04 points. Le S&P-500, plus large, a pris 45,00

points, soit 0,58%, à 7.818,95 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 122,48 points (0,45%) à 27.599,79 points. Un rapport du département américain du Commerce publié dans la journée montre que le déficit commercial des Etats-Unis s'est amplifié plus qu'attendu en août, pour atteindre un pic inédit, sous l'effet de la hausse des importations en raison d'une demande interne robuste qui

pourrait nourrir les pressions inflationnistes. Malgré tout, selon des données FedWatch de CME, les marchés financiers misent désormais à 19,4% seulement sur une nouvelle hausse des taux de la Réserve fédérale (Fed) lors de sa réunion d'octobre après le resserrement monétaire opéré le mois dernier. La perspective de voir la banque centrale américaine relever ses taux

a été alimentée par la flambée des prix du pétrole, dans le contexte de guerre entre les Etats-Unis et l'Iran, avec la crainte de répercussions plus larges sur les prix. Toutefois, les craintes à l'égard de l'approvisionnement en pétrole se sont apaisées avec l'accord conclu par le G7 pour libérer des réserves - une annonce qui a contribué à stabiliser les prix du WTI et du Brent. Cela a également engendré "une

baisse des rendements obligataires car (quand les prix du pétrole se stabilisent ou diminuent), il y a moins d'anxiété à propos de l'inflation, ce qui favorise ensuite la hausse du marché des actions", a commenté Oliver Pursche, vice-président de Wealthspire Advisors, à New York. "C'est ce qui a rythmé le marché ces deux dernières semaines", a-t-il ajouté.

R I.

INDE

La banque centrale relève son taux directeur à 5,50%

La banque centrale indienne (RBI) a relevé ce mercredi 7 octobre pour la première fois depuis trois ans son principal taux directeur, en raison notamment du conflit au Moyen-Orient qui alimente l'inflation et pèse sur une roupie déjà faible.

Le gouverneur de la RBI, Sanjay Malhotra, a annoncé que le taux d'intérêt de base pour les prêts aux banques commerciales, sera relevé de 25 points de base, à 5,50%, à l'issue d'un vote unanime des six membres de la commission chargée de fixer sa politique monétaire. La banque centrale indienne se met ainsi au diapason de plusieurs banques centrales à travers le monde, qui ont relevé leurs taux d'intérêt afin de contenir l'inflation ou de soutenir leur monnaie. Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, la RBI avait choisi de laisser son taux «repo» de référence inchangé, en attendant d'évaluer l'impact de la volatilité des prix du pétrole sur la principale grande économie à la croissance la plus rapide au monde. La vigueur de la croissance du PIB, qui a dépassé les attentes au trimestre dernier, permet désormais à la RBI de se concentrer sur l'inflation dans un pays qui importe l'essentiel de son énergie et qui a connu des pluies de mousson moins abondantes qu'attendu, susceptible d'entraîner une flambée des prix alimentaires. L'inflation de détail a atteint 4,82% en août, pour le troisième mois consécutif au-dessus de l'objectif à moyen terme de 4% fixé par la RBI, les données suggérant que les pressions inflationnistes s'étaient étendues au-delà des seuls secteurs de l'alimentation et des transports.



Chute de la roupie indienne

Autre élément pris en compte par la banque centrale : la pression sur la roupie indienne, qui évolue à des niveaux proches de ses plus bas historiques depuis une semaine. Pour enrayer cette chute, la RBI a mis en œuvre une série de mesures visant à attirer les flux de dollars, notamment un programme de dépôts destiné à la diaspora indienne, qui a permis de lever quelque 127 milliards de dollars. Si ces mesures ont contribué à stopper les pertes de la roupie,

la monnaie fait face à de nouveaux défis, les investisseurs étrangers continuant de se délester des actions indiennes tandis que le brut oscille autour de 100 dollars le baril. Troisième importateur mondial de pétrole, l'Inde fait transiter la moitié de ses importations d'hydrocarbures par le détroit d'Ormuz, dont le trafic reste largement paralysé depuis le début du conflit. Les analystes estiment que cela fait de New Delhi l'une des économies les plus vulnérables face à un choc énergétique mondial, la hausse des prix du pétrole brut et des engrais pesant sur la facture des importations indiennes.

AUSTRALIE

La Haute Cour bloque l'extension d'une mine de charbon au nom du climat

La plus haute juridiction australienne a estimé que les moyens de limiter les émissions liées au projet n'avaient pas été suffisamment pris en compte. La Haute cour australienne s'est prononcée mercredi contre un vaste projet d'extension d'une mine de charbon, dans une première décision relative au climat rendue par la plus haute instance judiciaire du pays. La Haute cour a jugé que les

moyens de limiter les émissions de la mine n'avaient pas été «pris en compte», alors que le projet aurait représenté plus de 800 millions de tonnes d'émissions de CO2 au total. Le projet d'extension jusqu'en 2048 de la mine à ciel ouvert de Mount Pleasant au nord de Sydney, sur la côte est, aurait représenté plus de 800 millions de tonnes d'émissions de CO2 au total, selon les plaignants. La société

Mach Energy, qui exploite le site, avait tenté de faire valoir que l'impact climatique local était limité, du fait que la grande majorité de la production de la mine était exportée.

Réduire les émissions de CO2

Selon la Haute cour, les autorités locales de l'État de Nouvelle-Galles du Sud, qui avaient approuvé le

projet, avaient omis d'exiger de l'exploitant que la mine limite ses émissions «au maximum de ce qui est possible en pratique». L'Australie, un des principaux exportateurs de charbon au monde, ambitionne de réduire d'ici 2035 ses émissions de 62 à 70% par rapport à 2005, sous l'impulsion du premier ministre travailliste Anthony Albanese.

R. I.

CLIMAT

Guterres exhorte les pays développés à honorer leurs engagements à l'approche de la COP3

À Islamabad, le secrétaire général de l'ONU a appelé les pays développés à fournir les financements, les technologies et le soutien nécessaires pour renforcer la résilience climatique des pays en développement. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé mardi les pays développés à honorer leurs engagements climatiques et à fournir aux pays en développement les financements et les technologies nécessaires pour renforcer leur résilience, à l'approche de la COP31 en Türkiye.

« Le leadership des pays en développement vulnérables ne peut se substituer à la responsabilité des pays développés », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Ishaq Dar, à Islamabad, où il effectue une visite de trois jours, de mardi à jeudi. Rappelant que le G20 représente 80 % des émissions mondiales, Antonio Guterres a souligné la nécessité d'une « réduction drastique de ces émissions au cours de cette décennie ». « Le principe des responsabilités com-

munes mais différenciées doit s'appliquer, mais tous les pays doivent faire leur part », a-t-il affirmé. Il a exhorté les pays développés à respecter leurs engagements, en particulier « ceux pris lors de la COP29 à Bakou », et à fournir « les financements, les technologies et le soutien dont les pays en développement ont besoin pour renforcer leur résilience et accélérer une transition juste ». Lors de cette conférence, les pays développés se sont engagés à mobiliser au moins 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035 pour soutenir l'action

climatique dans les pays en développement. Antonio Guterres a également évoqué sa précédente visite au Pakistan, en 2022, après les inondations dévastatrices qui avaient frappé le pays. « Le Pakistan est en première ligne du chaos climatique, alors qu'il ne contribue qu'à une infime fraction des émissions mondiales. Il est aussi en première ligne de la réponse », a-t-il déclaré. La COP31, conférence des Nations unies sur le climat, se tiendra du 9 au 20 novembre à Antalya, en Türkiye.

Agence

RUSSIE

Immense incendie sur un pétrolier au large de Sotchi, après une attaque de drones ukrainiens

Le ministère russe des Transports a déclaré qu'un pétrolier battant pavillon libérien a été attaqué par des «drones navals» et que «du pétrole brut brûle à ciel ouvert dans les eaux de la mer Noire». L'Ukraine a frappé un pétrolier au large de la côte sud de la Russie mardi soir, déclenchant un immense incendie et un nuage de fumée noire qui a recouvert une partie de la ville balnéaire de Sotchi. Les deux camps prennent pour cible intensivement la navigation commerciale en mer Noire depuis le début du conflit en 2022. Ces derniers jours, la Russie a frappé des navires céréaliers transportant des marchandises ukrainiennes près des côtes de la Roumanie, membre de l'UE. Le ministère russe des Transports a déclaré qu'un pétrolier battant pavillon libérien a été attaqué par des «drones navals» et que «du pétrole brut brûle à ciel ouvert dans les eaux de la mer Noire». En raison de l'intensité de l'incendie, les pompiers n'ont pas pu intervenir, mais un équipage de 23 personnes - tous des citoyens indiens - a été secouru, a-t-il ajouté. Attaques contre les infrastructures pétrolières Des vidéos et des photos largement diffusées sur les réseaux sociaux depuis Sotchi - une ville balnéaire très prisée qui compte près de 500.000 habitants - montrent de vives flammes orange en mer et une épaisse colonne de fumée noire s'élevant dans le ciel. L'accès au littoral et aux plages a été restreint, a indiqué le maire de la ville sur les réseaux sociaux. L'Ukraine affirme que ses attaques contre les infrastructures pétrolières de la Russie constituent une juste réponse aux bombardements nocturnes menés par Moscou contre ses villes et ses localités. Les deux camps ont promis d'intensifier les frappes ces dernières semaines. La Russie a commencé à piélonner des ponts clés à Kiev et à frapper le cœur de la capitale ukrainienne avec des attaques de drones en plein jour - une nouvelle tactique qui a paralysé la ville. De précédentes attaques ukrainiennes contre des sites pétroliers dans le sud de la Russie ont entraîné la formation de nappes de pétrole, la fermeture de plages et des pluies noires toxiques tombant du ciel.

Agence

ELON MUSK L'ASSURE

Starlink assurera la connectivité “dans tout le Système solaire et au-delà”

Starlink ne veut pas seulement connecter la Terre entière à Internet. L'un de ses dirigeants vient de dévoiler un plan XXL pour la constellation de satellites, qui doit englober, à terme, « le Système solaire ».

Michael Nicolls, vice-président de Starlink, a pris la parole à Antalya, en Turquie, lors du Congrès international d'astronautique. Et à la fin de son intervention, il a rappelé que l'objectif de SpaceX était d'« étendre la conscience au-delà de cette planète », une formule qui rappelle évidemment celles du P.-D.G. Et cela doit aussi passer par Starlink.

D'abord la Lune, puis Mars

Ainsi, Nicolls a révélé que l'entreprise développait déjà des systèmes de connexion « à très haut débit » basés sur des lasers afin de « connecter la Lune avec une constellation ». Pas si étonnant, lorsque l'on sait que la NASA ambitionne d'implanter une base sur la Lune, et que SpaceX est l'un de ses partenaires privilégiés. De même, Elon Musk a déjà étayé ses plans pour construire une véritable ville « autonome » sur notre satellite, et cela passera évidemment par la mise en place d'un réseau sans fil fonctionnel. Mais ce



n'est pas tout, et le dirigeant a évidemment mentionné Mars, où SpaceX ambitionne de bâtir une colonie d'1 million d'habitants.

« Ensuite, nous relierons Mars, et nous

formerons un maillage interplanétaire de connectivité. Ce réseau reposera essentiellement sur les mêmes technologies que celles sur lesquelles nous travaillons avec Starlink », a poursuivi Michael Nicolls.

Pour rappel, Blue Origin s'est vue confier par la NASA la mission de mettre en place un réseau de télécommunications martien, un effort sur lequel Rocket Lab travaille également. Le début d'une concurrence acharnée ?

Elon Musk valide

Des propos rapidement adoués par Elon Musk en personne. Sur X.com, l'homme le plus riche du monde a écrit que « SpaceX assurera la connectivité dans tout le Système solaire et au-delà ». Ces prédictions sont, pour l'heure, à prendre avec des pincettes, car l'entrepreneur est coutumier des annonces excessivement optimistes. Les premiers acheteurs du Tesla Roadster peuvent en témoigner.

Pour sa part, Michael Nicolls explique que pour parvenir à ce résultat, il faut continuer à améliorer la sécurité en orbite basse, alors que la multiplication des satellites pose de sérieuses questions sécuritaires.

P.-D.G. d'AMD, Lisa Su annonce une « substantielle » hausse des stocks dès 2027



Alors que sa capitalisation boursière a, pour la première fois, dépassé les mille milliards de dollars, AMD annonce augmenter sa production. Alors que la demande continue d'être supérieure aux capacités de production, AMD annonce son intention de faire des efforts : son offre devrait largement augmenter au cours de l'année prochaine. Dont acte.

AMD voit toujours plus grand pour ses puces IA

Tout porte à croire qu'on ne voit pas d'explosion de l'hypothétique bulle IA chez AMD. La firme américaine n'entend pas lever le pied alors que le marché des accélérateurs d'intelligence artificielle est au plus haut. Selon nos confrères de Reuters, en visite à Taipei, la présidente d'AMD, Lisa Su, a confirmé que son groupe prépare actuellement une nouvelle augmentation de ses livraisons dans les prochains mois. « Nous avons été capables d'augmenter notre approvisionnement au cours de 2026, et nous

allons substantiellement augmenter notre approvisionnement en 2027 ». AMD cherche évidemment à profiter encore et toujours de cet appétit de toute l'industrie pour l'intelligence artificielle. Les investissements actuels sont considérables et, pour le moment, personne n'entrevoit de baisse de ce côté-là. Le groupe fait face à la concurrence de NVIDIA, leader sur le secteur, mais entend bien faire son trou. Lisa Su explique ainsi qu'AMD planifie désormais ses besoins en capacité de production trois à cinq ans à l'avance, contre seulement un à deux ans auparavant.

De multiples goulots d'étranglement

Cette annonce intervient alors que Lisa Su était à Taïwan pour rencontrer certains de ses plus proches partenaires industriels, Foxconn et TSMC en tête. AMD cherche effectivement à sécuriser davantage de capacités de production. Le groupe américain doit augmenter son offre en matière de CPU et GPU, mais doit aussi être en mesure d'as-

surer son approvisionnement en puces mémoire alors que les tensions sont particulièrement fortes sur ce secteur. Nombre des puces d'AMD sont effectivement vendues en « bundle » avec de la mémoire qui constitue l'un des nombreux goulots d'étranglement. Les accélérateurs d'intelligence artificielle les plus modernes s'accompagnent de mémoire HBM, pour laquelle les tensions sont encore plus importantes que pour le DDR5. TechPowerUp souligne d'ailleurs qu'AMD explore, avec ses partenaires taïwanais, des solutions alternatives au packaging CoWoS de TSMC, dont le FOPLP (Fan-Out Panel-Level Packaging), qui pourrait à terme contribuer à augmenter les volumes disponibles. « La demande sera très forte ces prochaines années. Nous anticipons une demande très élevée et avons donc besoin d'une capacité de production de plaquettes plus avancée », a précisé Lisa Su, mais vous aurez remarqué qu'elle ne s'est pas hasardée à chiffrer cette augmentation.

Apple préparerait le lancement de plusieurs produits pour octobre



Le mois d'octobre d'Apple sera particulièrement riche. Car d'autres produits seraient programmés, en plus de l'iPhone Duo et de son nouveau hub domotique. La firme de Cupertino va présenter ce 13 octobre son nouveau hub domotique, avec un nouvel HomePod avec écran, un HomePod mini et une nouvelle version de l'Apple TV. 10 jours plus tard, ce sera au tour du tout premier iPhone pliable, l'iPhone Duo, d'être officiellement lancé. Et Apple ne s'arrêtera pas là pour Octobre, avec une dernière fournée de produits pour la fin du mois !

Des sorties Apple seraient au programme pour la fin du mois d'octobre

On va beaucoup travailler dans les bureaux d'Apple durant le mois d'octobre, au vu de tout ce que va lancer comme nouveautés le géant américain. Car Macrumors vient d'obtenir une information intéressante sur le programme d'Apple. Le média anglophone a en effet appris auprès de plusieurs sources différentes qu'Apple « prévoit de dévoiler d'autres nou-

veaux produits au cours de la dernière semaine d'octobre. » Quant à savoir quels produits précisément, on peut émettre quelques hypothèses vraisemblables.

De nouveaux Mac et un nouvel iPad mini ?

On peut ainsi faire remarquer que la bêta de macOS 27 Golden Gate 27.2 vient de révéler de nouvelles interactions tactiles, effectuées par l'intermédiaire de Sidecar. Le calendrier semble ainsi pointer vers le MacBook Ultra, qui aura notamment droit à un écran tandem OLED tactile - le premier MacBook du genre. Apple avait aussi déjà annoncé vouloir lancer à la fin octobre un nouveau Mac Studio équipé de la puce M5 Ultra. Ces nouveautés devraient être accompagnées d'un MacBook 14 Pro 14 pouces bénéficiant de la puce M6, ainsi que d'une nouvel iMac, lui aussi doté de la puce M6. Enfin, l'iPad mini, dont la nouvelle version intégrerait pour la première fois un écran OLED, pourrait aussi être de la partie. De quoi permettre à Apple de saturer l'actualité tech pendant le mois ?

COMME DES JOUEURS DE FOOTBALL

Audi va “prêter” ses ingénieurs à d’autres entreprises qui ne font pas d’automobile

Confronté à des surcapacités industrielles au sein du groupe Volkswagen, Audi inaugure un « mercato » d'un genre nouveau. Le constructeur aux anneaux prêtera désormais ses salariés volontaires à des entreprises badoises et bavaoises de l'armement comme Airbus, MBDA ou Diehl, en pleine pénurie de main-d'œuvre. Un mécanisme de détachement inédit qui permet d'éviter les licenciements secs, mais pose d'évidentes questions éthiques alors que l'industrie automobile se convertit progressivement à la production de matériel militaire.

Vous connaissez peut-être déjà cette pratique très répandue dans le monde du football : vous gérez un club et vous avez des joueurs qui ne sont pas titulaires. Plutôt que de les laisser “végéter”, vous les envoyez en prêt dans un autre club afin qu'ils acquièrent de l'expérience. Autre avantage : le club qui reçoit prend généralement en charge le salaire. C'est un peu ce qui est en train de se passer chez Audi. D'un côté, une industrie automobile en pleine crise de surcapacité, engluée dans les soucis divers et variés du groupe Volkswagen. De l'autre, une industrie de la défense bavaroise en pleine forme, abreuvée par les budgets militaires européens mais désespérément en quête de main-d'œuvre qualifiée. Pour résoudre cette double équation, Audi vient d'officialiser une démarche pour le moins inédite : “prêter” temporairement ses salariés aux entreprises d'armement de la région.

Un porte-parole du constructeur d'Ingolstadt a confirmé au média bavarois Bayerischer Rundfunk (BR) la mise en place d'un modèle de « détachement régional temporaire de personnel ». Traduction : si les usines automobiles manquent de travail, les ingénieurs de la marque aux anneaux pourront aller prêter main-forte aux spécialistes du secteur de la défense installés en Bavière.

Une passerelle sous forme de mise à disposition volontaire

Sur le papier, l'accord repose sur le principe du volontariat et reste cantonné aux sites régionaux. Les salariés volontaires conservent leur contrat de travail Audi



tout en effectuant des missions au sein de groupes d'armement locaux. Pour Audi, la manœuvre évite les plans de licenciements secs et permet de gérer des sureffectifs devenus trop coûteux dans des usines allemandes à la traîne. Pour les industriels de la défense, l'aubaine est immense : récupérer des techniciens, ajusteurs et ingénieurs déjà formés aux standards drastiques de la production auto. Ni la durée exacte de ces prêts, ni les montants financiers, ni le nombre précis d'employés concernés n'ont été rendus publics par le constructeur. On ignore également l'identité exacte des entreprises d'armement partenaires, mais nos confrères d'Automobilwoche donne malgré tout une liste de noms : Airbus, MBDA ou encore Diehl.

Un problème d'éthique ?

Cette réallocation inédite de la force de travail intervient alors que le climat social se tend sur les sites allemands. La crise structurelle qui frappe le groupe Volkswagen pousse les syndicats, IG Metall en tête, à multiplier les actions contre les menaces de suppressions d'emplois et de fermetures d'usines à travers le pays. Si le prêt de personnel évite le chômage technique ou le plan social brutal, la méthode pose d'évidentes questions éthiques et culturelles : faire passer sans transition un ouvrier de la ligne d'assemblage d'un SUV de luxe à la production de matériel militaire lourd comme des missiles n'a rien d'anodin. Mais dans une Allemagne industrielle

contrainte de se réinventer à grande vitesse, il va falloir être inventif et moins se poser de questions. Reste à savoir si ce dispositif bavarois restera une simple curiosité locale ou si d'autres constructeurs européens, confrontés à la même surcapacité, finiront eux aussi par reconvertir temporairement leurs effectifs vers les usines de défense. Pour l'heure, la plupart des constructeurs et équipementiers tentés par l'aventure militaire se “contentent” d'accepter des contrats et produire pour le compte des sociétés de défense. Moyennant des grosses mises à jour des lignes de production. Et ces derniers temps, les exemples de conversion d'une chaîne d'assemblage automobile pour fabriquer drones et autres équipements ne manquent pas.

La marque automobile la plus fiable d'Europe serait japonaise

La marque qui place le plus de véhicules en haut du classement de l'étude fiabilité de What Car ? est japonaise, mais ce n'est pas Toyota, ni Lexus ou Honda. C'est Suzuki, avec ses Swift et autre Vitara. Le constructeur arrive même à être fiable à la fois sur ses moteurs atmosphériques et turbocompressés. Et si les Suzuki se révèlent également sobres à l'usage, attention toutefois au prix des pièces détachées qui peuvent être particulièrement élevés.

Les nombreuses fois où nous abordons le thème de la fiabilité sur l'Automobile Magazine, c'est soit pour parler de rappels et de problèmes majeurs comme les airbags Takata ou encore les moteurs Puretech, ou bien de marques japonaises souvent citées parmi les références, notamment de l'autre côté de l'Atlantique. Mais cette fois, l'étude vient bien de la région Europe, plus précisément de nos confrères de What Car ?. Le bilan est annuel et permet d'avoir un tour d'horizon des modèles qui avancent bien dans l'âge, et ceux qui présentent une fiabilité en dessous de la moyenne. Nous avons déjà évoqué les modèles mal notés le week-end dernier, et devinez cette fois qui est



en bonne position en haut du classement ? Les Japonais, encore eux. Mais pas Toyota ou Lexus qui sont eux aussi en bonne place.

Suzuki, la voiture légère mais robuste

Carrosserie, finitions, insonorisation, les Suzuki et notamment la Swift ne sont pas connues pour être des

reines en la matière. Mais mécaniquement, les Suzuki sont souvent irréprochables pour peu que vous ayez opté pour un moteur essence ou hybride. Car les blocs diesel DDIS, eux, n'étaient pas aussi exempts de reproches. Des voitures souvent très légères (la Swift est la dernière voiture sous la tonne chez les citadines en Europe), mais qui

sont particulièrement bien conçues sur le plan mécanique. What Car ? place ainsi la Swift en première place du classement sur la génération précédente (produites entre 2017 et 2024). C'est d'ailleurs l'une des deux seules autos du classement à atteindre le score de 100 %. “Cela signifie que tous les propriétaires qui nous ont parlé de leur voiture ont indiqué qu'elle n'avait rencontré aucun problème imprévu et ne leur avait, par conséquent, occasionné aucune facture de réparation non planifiée”, commente What Car ?. La Swift n'est pas seule puisque la Vitara et le S-Cross affichent également de très bons scores, malgré des motorisations turbocompressées forcément plus complexes. Comme souvent chez Suzuki, ce sont les défauts carrosserie qui peuvent induire des prises en charge. Un des journalistes de la rédaction ayant une Swift de 2014 affichant plus de 210 000 km confirme d'ailleurs ce constat avec une épaisseur de peinture bien légère et une corrosion sur les impacts. Rien de bien méchant, en comparaison du moteur K12B (essence 1.2 atmosphérique) qui prend toujours bien ses tours et ne

consomme pas de liquide de refroidissement ni d'huile.

Le problème des pièces de rechange

Chez Suzuki comme chez d'autres marques japonaises d'ailleurs (Honda, notamment), la réputation de fiabilité se paye parfois au prix fort. Notamment lorsqu'il s'agit de passer par l'atelier pour une réparation carrosserie ou pour un entretien. Nos dernières recherches sur la Swift montrent des tarifs particulièrement élevés dans le réseau pour des pièces comme le kit embrayage. Même chose du côté des éléments de carrosserie. Un des garagistes consultés nous a d'ailleurs confié avoir fait un embrayage sur une Swift Sport 140 ch avec près de 1000 € de facture rien que pour le kit ! Heureusement, il est possible de trouver moins cher en sortant des sentiers battus et du réseau officiel. Mais il faudra alors mettre la main à la patte et bricoler. Encore une fois, le prix à payer pour rouler l'esprit tranquille. Et aussi pour avoir accès à la dernière petite citadine avec une transmission intégrale.

Décomposition				Armes blanches		Elle peut être flottante		Cadeaux		L'Estonie	Etre spirituel		Semblable
International		Cordialement		Plante herbacée				Imaginaire					
											Lettres pieuses		
Exprimer bruyamment		Colère passée				Vagabonde					Jeu asiatique		
							Os						
Cité		Facilement									Volcan sicilien	Sorcier	
					Spécialité d'Epinal		Sans classement						
							Organe d'un sens						
Le plus haut point		Petit parapet		Éloigne						Tantale			Lettre grecque
										Soucieuse			
						Passereau		Ville du Congo (lieu d'une catastrophe)					
Plante herbacée								Sélénium					
Présentateur du Fou du roi				Camarades					Point				
									Avantage				
				Pestiféré							Calcium		
				Imposibles							Sélection		
Cadeau de mariage	Canal salé						Au dessous du pH 7	Proie de Grosminet					Poissons plats
			Un des sept nains		Repairs								
SMS		Serpent						Commune lombarde					
								Capitale de la Russie					
					Préfecture du Gard						Contes courts	Attacha	
					Note de musique								
Atlantide bretonne		Jeu de société							Pronom personnel				
		Abris rudimentaires							Baptisée	Planche de bois			
		Suite d'étoiles								Tara			
Bêcheur					Députés	Robe indienne	Imita						Inventé
Tubes chirurgicaux													
							Oiseaux migrants					Une des quatre villes impériales du Maroc	
A cet endroit		Mélangea						Avec les autres			Francium		
		Iridium						Dedans			Soleil divin		
			Exacte					Pesée					
Longue période				Primate						Enzyme			

PÉTROLE

Les cours ont connu une hausse sur les bourses mondiales

Le prix du baril de « Brent » s'est installé à 101,32 dollars, en augmentation de 0,74 dollar, sur l'Intercontinental Exchange Futures (ICE) de Londres et celui du baril de « Light sweet crude » a constitué 89,97 dollars, après une progression de 0,53 dollar, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 8 octobre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



AGRICULTURE

Plus de 30.000 Qx de tomates de plein champ récoltés dans les wilayas d'Aflou et Laghouat

Une récolte de 30.250 quintaux (Qx) de tomates de plein champ a été réalisée dans les wilayas d'Aflou et Laghouat, au cours de la campagne agricole 2025-2026, a-t-on appris mercredi auprès des services agricoles. Cette récolte a été réalisée sur une superficie de 47 hectares sur les 135 ha consacrés à cette culture, a fait savoir la représentante de la direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Laghouat, Fatima Zohra Belhadj, précisant que l'opération de récolte se poursuivait. S'agissant de la tomate industrielle, la superficie cultivée s'élève à 15 ha, avec une production prévisionnelle de plus de 10.000 Qx, selon la même source.

NOBEL DE CHIMIE 2026

Un Japonais et un Français récompensés

Le prix Nobel de chimie 2026 a été décerné, mercredi, au Japonais Kenso Soai et au Français Henri Kagan, pour leur travail sur les effets non linéaires et de l'autocatalyse dans la synthèse organique asymétrique, a annoncé l'Académie royale des sciences de Suède. La remise des prix de cette année a débuté, lundi, avec le prix Nobel de médecine, décerné à l'Américain Karl Deisseroth et aux Allemands Peter Hegemann et Georg Nagel, pour leurs travaux sur la mémoire via la technique de l'optogénétique. Le prix de physique, remis mardi, a récompensé les efforts du Belge Francis Halzen visant à élucider les mystères d'un groupe rare de neutrinos. Le montant du prix Nobel s'élève cette année à 12 millions de couronnes suédoises (environ un million d'euros), qu'il soit attribué à un individu, à un groupe de lauréats ou à une organisation.

DERNIER HOMMAGE

Boualem Boualem... l'homme de droit qui a servi l'Etat et la patrie

Avec la disparition du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, Boualem Boualem, l'Algérie fait ses adieux à un patriote authentique et à un haut cadre parmi les grands commis de l'Etat, qui fut, à tous les postes de responsabilité qu'il a occupés et dans toutes les missions qu'il a assumées, un modèle d'engagement, digne de la confiance placée en lui et loyal envers son pays et son travail. "Boualem Boualem s'en est allé. Avec lui, disparaît un patriote authentique et un haut cadre parmi les grands commis de l'Etat. A tous les postes de responsabilité qu'il a occupés et dans toutes les missions qu'il a assumées, il a été un modèle d'engagement, digne de la confiance placée en lui et loyal envers son pays et son travail", lit-on dans une publication de la Présidence de la République sur son site officiel. "Son riche parcours de magistrat, sa connaissance fine et avisée du domaine juridique et judiciaire, son expérience et sa sagesse dans la gestion lui ont valu estime, considération et respect, bénéficiant de la confiance du président de la République, qui en avait fait son conseiller chargé des affaires juridiques et judi-



ciaires, avant de le nommer directeur de Cabinet de la Présidence de la République, où il a fait preuve d'un dévouement sans réserve dans l'accomplissement des hautes missions qui lui étaient confiées, avec un soin extrême et une rigueur absolue", a ajouté la Présidence de la République. "Avec sa disparition, nous perdons un éminent responsable, un ardent patriote, un homme de grande qualité dont la seule présence imposait le respect, et une personnalité chère à tous. (O toi,

âme apaisée, retourne vers ton Seigneur, satisfaite et agréée, entre donc parmi Mes serviteurs et entre dans Mon paradis). Puisse Dieu Tout-Puissant lui accorder Sa sainte miséricorde, l'accueillir en Son vaste paradis, et prêter patience et réconfort à sa famille, à ses proches, ainsi qu'à tous ceux qui l'ont connu. (A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons)", conclut la Présidence de la République.

APS

CONSEIL DE LA NATION

Adoption du texte de loi portant Code pénal

Les membres du Conseil de la nation ont adopté, mercredi, le texte de loi modifiant et complétant la loi portant Code pénal, qui prévoit la peine de mort à l'encontre des auteurs de crimes d'incendie volontaire de forêts et de champs, et des ravisseurs d'enfants. Le vote sur le texte de loi s'est déroulé lors d'une plénière présidée par Azouz Nasri, président du Conseil

de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Nadjiba Djilali. Le texte prévoit "l'instauration de la peine de mort contre les auteurs de crimes d'incendie volontaire de forêts et de champs, de destruction volontaire de biens publics et privés commis au profit de parties étrangères dans le cadre de la trahison, de l'intelligence ou du crime organisé,

ainsi qu'à l'encontre de quiconque tente de porter atteinte à la sécurité, à l'ordre public, à l'unité nationale ou à la stabilité économique et environnementale". Dans sa version amendée, le Code pénal intervient pour renforcer la protection pénale des enfants, en instaurant la peine de mort à l'encontre de leurs ravisseurs, quel que soit le moyen utilisé, la peine étant aggra-

vée lorsque le crime est accompagné d'actes de torture, d'agression sexuelle ou de sévices. De plus, le texte prévoit que "la personne condamnée pour l'un des actes relatifs aux incendies volontaires ou aux agressions contre des enfants ne bénéficie pas des circonstances atténuantes prévues par le Code pénal".

APS

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

La conjoncture économique internationale actuelle, une opportunité pour l'Algérie

La Géopolitique a bouleversé les relations internationales et reconfiguré les économies nationales. Mais peut-être c'est l'économie qui a bouleversé la géopolitique. Peut-être encore, l'économie et la géopolitique ne font désormais qu'un seul objet d'étude. Contrairement à la géopolitique, déterminée souvent par la conjoncture, l'économie obéit à des logiques de long terme, il ne s'agit pas de réaction spontanée mais de construction de longue durée. A la base du différend Américano-Chinois, ce sont des questions économiques qui, depuis plus de 20 ans, alimentent les débats de part et d'autre. Sans les vellétés de domination économique de la Chine, les USA n'auraient jamais considéré la Chine comme ennemi ; le temps des idéologies est bien fini, il a laissé la place aux luttes de leadership économique. La Chine est toujours « communiste » alors que la Russie ne l'est plus ou pas formellement. Sur ce plan, le capitalisme a anéanti toutes les autres

formes d'organisation économique et sociale, non par des guerres mais par son efficacité économique. Le marché a montré sa capacité à réaliser la meilleure allocation des ressources. Dns l'ex URSS, la planification impérative, autoritaire et bureaucratique et la propriété collective ont été déclassées et puis ont disparues ; alors que la Chine communiste et son parti unique réussissent là où le capitalisme a échoué dans plusieurs pays. Ce paradoxe Chinois remet en cause plusieurs théories et plusieurs dogmes économiques. Finalement, le développement, ce n'est pas dans l'idéologie à suivre, mais dans la manière de faire fonctionner un système économique. Aujourd'hui, l'affrontement américano-chinois n'a rien d'idéologique. C'est une lutte pour des objectifs à la fois économiques et géopolitiques. L'inverse est aussi valable : un affrontement géopolitique pour des finalités économiques. Marx disait : « l'économie est déterminant en dernière instance ». Ces rappels, c'est juste pour

dire, fabriquons notre développement de la manière la plus efficace au plan économique, avec les moyens disponibles ou potentiellement disponibles, en tenant compte des contextes national et international. Construisons des alliances dans les secteurs clés comme le numérique et l'IA ; mais aussi dans l'énergie, dans la pétrochimie, dans l'automobile etc...en dehors de toutes considérations idéologiques ou purement politiques ; il faut chercher nos intérêts. Les autres savent le faire, car les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. Cette conjoncture de recomposition est une opportunité pour se placer dans la nouvelle économie mondiale. Aujourd'hui, nous disposons de données documentées sur les réussites économiques dans le monde ; ce qui revient le plus souvent : un Etat fort, mais non autoritaire ; des institutions solides, mais non bureaucratisées, des élites compétentes, mais non populistes et pas corrompues, une vision prospective, mais pas dogmatique et figée ; des

entrepreneurs ambitieux, mais pas prédateurs et rentiers. Tout ceci est à notre portée ; il faut juste le proclamer et amorcer le processus. On dit : l'Etat a le monopole de l'exercice de la violence ; il faut ajouter qu'il doit avoir le monopole de l'exercice du Leadership lorsqu'il s'agit du développement économique et social. Par où commencer ? Question légitime, mais peut-être sans grande importance. Il suffit de créer la dynamique par un grand projet économique, ambitieux, réaliste, mobilisateur, inclusif et défiant dans lequel tout le monde trouve son compte à moyen et long terme. A court terme, certains ne trouvent pas un intérêt immédiat, c'est le rôle du Leadership d'user d'une pédagogie pour expliquer les gains et les risques de chacun ; à charge pour lui aussi de compenser les pertes à court terme pour certains. Donner une vision et un horizon aux agents économiques est plus important pour le développement économique que de distribuer des prébendes sans contrepartie.